



UNRISD INFOS

Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social

Inscrivez-vous aux

Alertes e-mail de l'UNRISD

Et vous serez tenu(e) informé(e) des dernières publications, événements et conclusions des recherches de l'UNRISD!

En profitant de ce service gratuit et personnalisé, vous serez averti(e) par courrier électronique quand les informations dont vous avez besoin sont actualisées sur le site Internet de l'UNRISD.

Pour vous inscrire aux Alertes e-mail—ou pour modifier vos coordonnées—tapez
www.unrisd.org/alerts.

Sociétés de l'information et changement social

Michael Powell

Depuis quelques années, les réactions à l'idée d'une "révolution de l'information" ressemblent à celles que l'on a à la vue d'un objet volant non identifié: si l'on y croit, on la voit et, si l'on n'y croit pas, elle n'a aucun sens. Les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) font de plus en plus partie de la vie quotidienne mais s'agit-il pour autant d'une révolution? La question demeure ouverte. Les spécialistes des sciences sociales, par exemple, cherchent encore dans la société et dans ses rapports de force les changements radicaux qui caractérisent leur définition de la révolution. Les invitations à modifier les priorités du développement—pour combler la fracture

numérique, favoriser des e-stratégies nationales ou concevoir la société de l'information, par exemple—ont donc suscité des débats considérables.

Les résultats assez décevants du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) traduisent peut-être en partie l'incertitude souvent éprouvée par les milieux du développement à ce sujet. La contribution de Seán Ó Siochrú à ce numéro des *UNRISD Infos*, qui porte spécifiquement sur le Sommet, et l'analyse plus générale de Jean-Claude Guédon décrivent toutes deux, en les replaçant dans leur contexte social et historique, les différences très *▶ page 2*

Sommaire . . .

L'ESSENTIEL — Sociétés de l'information et changement social • Société de la (dés)information?

A LIRE INTERNE — Savoir social et élaboration des politiques internationales: L'étude des liens • *Recherches pour le changement social* (Rapport de l'UNRISD à l'occasion de son quarantième anniversaire) • Responsabilité sociale des entreprises et développement: Vers un nouvel ordre du jour? • La politique sociale dans les pays venus tardivement à l'industrialisation • Événements de l'UNRISD en 2003 • Les sommets mondiaux des Nations Unies et l'engagement de la société civile • Composition ethnique, inégalité et gouvernance du secteur public • Nouvelles recherches de l'UNRISD sur la commercialisation, la privatisation et l'accès universel à l'eau • Genre et développement 10 ans après Beijing—Rapport de l'UNRISD

• L'UNRISD entreprend de nouvelles recherches sur le VIH/sida • Solon Barraclough, 1922–2002

DANS LE MONDE LE DERNIER MOT — Le Sommet mondial sur la société de l'information, échec et succès, par Seán Ó Siochrú

sensibles de vision et d'approche dont fait l'objet toute société naissante de l'information.

S'il est de nombreux points de vue sur la société de l'information, ils peuvent sans doute (et c'est discutabile) se réduire à deux visions: d'une part, celle d'une société où le savoir est une marchandise vendue aux consommateurs sur des marchés protégés et de l'autre, une vision dans laquelle les sociétés prennent d'autant plus de valeur économique et sociale que les citoyens se communiquent sans encombre des connaissances et sont relativement libres de le faire. Il ne s'agit pas d'une simple divergence d'opinions, mais plutôt de modèles contradictoires et concurrents de ce que pourrait être la société de l'information comme organisation économique et sociale. Le fait que ces modèles se développent et rentrent en compétition dans les mêmes sociétés rend d'autant plus difficile l'analyse des changements liés à l'information.

Cependant, on s'aperçoit peu à peu qu'il n'y a pas (et ne peut pas y avoir) une *seule* société de l'information mais, au contraire, qu'il doit y avoir tout un éventail de sociétés possibles. Et, surtout, il apparaît de plus en plus clairement que des décisions délibérées de politique, d'investissement et de réglementation auront une incidence sur le type de société de l'information à venir. Cette prise de conscience devrait permettre au débat de dépasser les visions vagues et parfois fantastiques de l'avenir pour se transformer en discussions éclairées sur les options qui s'offrent et sur leurs conséquences sociales.

Même s'il est grand temps qu'elles aient lieu, ces discussions ne seront pas faciles. De nombreuses questions se recoupent, les risques de confusion sont énormes et, comme le rappelle J.-C. Guédon, l'équilibre à trouver entre les avantages et les inconvénients est souvent loin d'être simple. Il ne sera

pas non plus nécessairement possible de trouver dans les préférences politiques ou économiques passées des éléments de réponse aux questions du présent. Comment, par exemple, aider les entreprises, lorsqu'il faut des marchés libres pour les petites entreprises et des marchés protégés pour les sociétés transnationales (STN)? Est-il préférable pour les travailleurs de défendre les règles organisationnelles en place, qui leur garantissent des droits limités mais réels ou de concevoir de nouvelles formes d'organisation, qui favorisent la flexibilité de la main-d'œuvre réclamée par les entreprises en réseau? Et qu'en est-il des questions relatives aux rapports entre hommes et femmes? L'expansion d'une nouvelle branche d'activité comptant un nombre disproportionné d'hommes aux postes de décision et aux fonctions les mieux rémunérées semblerait inscrire l'inégalité entre les sexes dans les fondements mêmes de la société de l'information, avant même de considérer les obstacles qui empêchent les femmes, plus que les hommes, d'accéder aux TIC et de s'en servir. Cependant, là où les femmes sont parvenues à y accéder, les exemples ne manquent pas qui prouvent que ces techniques peuvent aider à constituer des réseaux non hiérarchiques, à sortir les femmes de leur isolement et à développer et maintenir des liens sociaux, économiques, éducatifs et politiques.

A ces questions doivent s'ajouter les dimensions de temps et d'espace. Si l'on en croit la publicité, la révolution de l'information est censée les rendre obsolètes. Pourtant, la documentation du Sommet mondial laisse entendre que la société de l'information est plus avancée dans les pays industrialisés, les autres essayant une fois de plus de ne pas se laisser distancer. On voit bien aussi quels pays et quelles sociétés commerciales sont les plus pressés d'encourager une économie mondiale fondée sur les TIC et ont le plus de chances d'en tirer profit. Cependant, l'idée que c'est là

le seul moyen d'avancer est des plus contestables et il semblerait absurde de penser qu'il peut y avoir un modèle international unique de société de l'information. La connaissance, la culture et l'échange d'informations sont des éléments dynamiques clés de toutes les sociétés humaines et chacun emploie les outils disponibles, nouveaux et anciens, dont il dispose, selon ce que ceux-ci peuvent apporter dans le contexte social particulier. Comment expliquer sinon que les organisations syndicales brésiliennes et le milieu associatif sud-africain en lutte contre l'apartheid se soient servis du courrier électronique avant qu'il ne soit adopté par les institutions multilatérales et les STN, qui prétendent maintenant être à l'avant-garde en expliquant la nouvelle réalité et en en favorisant la propagation?

Les décideurs politiques doivent tenir compte des liens possibles entre les réalités locales et les risques et chances qui se dessinent au niveau mondial, avant d'arrêter les stratégies de développement les plus appropriées. Ces décisions, jointes à des processus de changement économiques et sociaux autonomes, se solderont inévitablement, au Nord comme au Sud, par des sociétés différentes, plus ou moins axées sur l'information et plus ou moins intégrées aux aspects numériques de l'économie mondiale. C'est se tromper presque à coup sûr que de suivre avec une foi aveugle des modèles souvent mal compris et insuffisamment développés.

Il faut espérer qu'avec l'aide de la recherche, les débats et la prise de décision sauront dépasser leurs limites actuelles. Malheureusement pourtant, les enjeux de la recherche sont aussi complexes et multiples que ceux des politiques. Il y a entre les disciplines, le cadre géographique des recherches et même, vu la rapidité de l'innovation technique, les périodes, des chevauchements et des vides. L'UNRISD étudie ce sujet depuis 1997 et a consacré plusieurs projets à la technologie de

l'information et au développement social. Ces travaux ont donné lieu à nombre de publications,¹ notamment celles de Cees Hamelink, Manuel Castells et Antonio Pasquali, qui donnent un aperçu de certaines des questions fondamentales en jeu. D'autres publications—celles de Cynthia Hewitt de Alcántara, Judith Adler Hellman, Seán Ó Siochrú et Bruce Girard, par exemple—se livrent à une analyse fouillée de questions spécifiques liées au développement: la fracture numérique, le téléenseignement et la gouvernance des médias. Un grand projet mené à bien avec un groupe de chercheurs sénégalais a permis de broser le tableau de l'impact des TIC et de leur usage dans divers secteurs de la vie du pays. Et récemment, l'ouvrage intitulé *Communicating in the Information Society*, lancé au SMSI, a montré la diversité des secteurs touchés par les nouvelles technologies de l'information et mis en lumière certains secteurs qui n'avaient guère attiré l'attention.

Mais la recherche doit aller plus loin si l'on veut qu'elle apporte la contribution espérée et aide à comprendre les liens entre les changements relatifs à l'information et les sociétés et, par là, les politiques publiques. En septembre 2003, l'UNRISD a donc tenu un petit atelier international sur le thème "Comprendre l'évolution de l'information—Esquisse d'un futur programme de recherche", auquel ont participé des chercheurs et des spécialistes d'instituts universitaires, d'organisations de la société civile et d'institutions multilatérales. Les participants ont été unanimes à estimer qu'une grande partie du discours international sur ces sujets manquait de rigueur conceptuelle ou d'éléments de preuve et que les milieux de la recherche, malgré une production considérable, n'avaient pas apporté de réponse claire aux questions fondamentales des liens entre changements relatifs à l'information et développement social et économique.

L'atelier a discuté de divers remèdes possibles à cette situation, dont deux feront peut-être l'objet de travaux futurs à l'UNRISD. Premièrement, il faut élargir la collaboration pour inventorier les recherches menées actuellement dans le monde et les sujets traités. Et le nom donné à ces recherches devrait en décrire précisément la nature: évaluation de projets, étude de marché, recherches universitaires ou propositions de politiques. Surtout, lorsqu'on considère la diversité des questions abordées—depuis la gestion des fréquences radio jusqu'aux stratégies villageoises de lutte contre la pauvreté, par exemple—on ne saurait trop insister sur l'importance de la contextualisation. Pour poser le problème en termes simples: à quoi et à qui cette recherche sert-elle?

Deuxièmement, le travail sur les liens entre les questions relatives à l'information et le changement social doit être mieux ciblé et, lors de l'atelier du Sénégal, une démarche permettant de mieux l'orienter a été dégagée. L'inconvénient des recherches sur les TIC, c'est qu'elles partent d'une multiplicité de préoccupations particulières d'organisation ou de discipline. Les contributions de l'UNRISD dans le passé ont mis en évidence l'importance des processus sociaux, alors que le discours politique était axé dans une large mesure sur les technologies. Mais si l'objet de l'étude est la société de l'information, le point de départ doit être alors la société. Cela veut dire non pas que les recherches doivent s'appuyer exclusivement sur les sciences sociales, mais qu'elles doivent comporter un volet qui s'intéresse aux gens et aux processus sociaux.

Deux questions illustreront cette démarche: comment et pourquoi les gens utilisent-ils l'information et la communication dans leur vie quotidienne? Et en quoi les nouvelles technologies interviennent-elles dans ces processus? Cela peut paraître simple. Lorsque le Front pour la libération du Mozambique (FRELIMO) a dû gérer le passage

chaotique de la guerre de libération à l'Etat indépendant, il avait pour principe d'organisation "la politique d'abord". Pour Bill Clinton, ancien président des Etats-Unis, c'était l'économie qui était primordiale pour gagner les élections. Dans l'un et l'autre cas, les processus étaient loin d'être simples. Pourtant, il serait difficile d'être plus précis quant à l'orientation donnée.

¹ Cet article renvoie aux publications suivantes de l'UNRISD.

Manuel Castells, *Information Technology, Globalization and Social Development*, Discussion Paper 114, 1999.

Momar-Coumba Diop (éd.), *Le Sénégal à l'heure de l'information: Technologies et société*, UNRISD et les éditions Karthala, Paris, 2002.

Bruce Girard et Seán Ó Siochrú (éds.), *Communicating in the Information Society*, 2003.

Cees Hamelink, *New Information and Communication Technologies, Social Development and Cultural Change*, Discussion Paper 86, 1997.

Judith Adler Hellman, *The Riddle of Distance Education: Promise, Problems and Applications for Development*, Programme Paper TBS 9, 2003.

Cynthia Hewitt de Alcántara, *The Development Divide in a Digital Age: An Issues Paper*, Programme Paper TBS 4, 2001.

Seán Ó Siochrú et Bruce Girard avec Amy Mahan, *Global Media Governance: A Beginner's Guide*, UNRISD et Rowman and Littlefield Publishers, Inc., Lanham, MD, 2002.

Antonio Pasquali, "A brief descriptive glossary of communication and information (Aimed at providing clarification and improving mutual understanding)", in Bruce Girard et Seán Ó Siochrú (éds.), *Communicating in the Information Society*, 2003.

Michael Powell coordonne le projet de l'UNRISD sur les technologies de l'information et le développement social. Pour de plus amples informations sur les recherches et publications de l'Institut relevant de ce projet, prière de consulter le site www.unrisd.org.

Société de la (dés)information?

Jean-Claude Guédon

Résumer les réalités complexes des sociétés humaines par un seul concept est de toute évidence un rêve assez tentant. La “société de l’information” relève de ce rêve. Elle a été initialement lancée par l’extraordinaire force d’évocation de l’énoncé mathématique de l’information par Claude Shannon. Et avec les passionnantes extrapolations étendues de Norbert Wiener, l’information a commencé à apparaître comme l’un des principaux éléments constitutifs de l’univers, un peu comme l’espace-temps et la matière. Très vite, on s’est servi de l’information pour revisiter de façon intéressante plusieurs champs scientifiques: c’est ainsi par exemple que l’ADN a été conceptualisé comme le porteur d’un message formé à partir d’un alphabet de quatre caractères.

Cependant, l’importance qu’a prise rapidement l’information comme concept n’aurait pas suffi à engendrer une société de l’information; au mieux, elle n’aurait pu que préparer le terrain, et de manière non intentionnelle. Mais l’importance même et la présence de l’information l’ont fait apparaître comme un morceau de choix, un élément du discours trop juteux pour être négligé. Divers secteurs de l’industrie et du commerce, sans parler des gouvernements, ont commencé à lancer des expressions nouvelles avec le mot “information”, comme “société de l’information” et “ère de l’information”. Ces expressions semblaient décrire quelque chose d’essentiellement humain. On avait l’impression que tout pouvait être dématérialisé et entrer dans une catégorie plus large: l’information. Il semblait qu’avec suffisamment d’informations on pourrait “savoir” et donc résoudre n’importe quel problème, matériel ou spirituel.

L’année 1980 semble une bonne date pour marquer l’apparition de la “société

de l’information” comme expression. Cette année-là, à Tokyo, Yoneji Masuda l’a assimilée à la société post-industrielle et, aux États-Unis, la télévision publique (Public Broadcasting Service—PBS) a diffusé un documentaire intitulé *The Information Society*. Le concept de société post-industrielle avait été vulgarisé dans les années 1970 par des sociologues tels que Theodore Roszak et Daniel Bell mais l’expression de société de l’information avait intuitivement un contenu qui

L’importance qu’a prise rapidement l’information comme concept n’aurait pas suffi à engendrer une société de l’information... Divers secteurs de l’industrie et du commerce, sans parler des gouvernements, ont commencé à lancer des expressions nouvelles avec le mot “information”, comme “société de l’information” et “ère de l’information”.

manquait à la société post-industrielle: ce qui venait après la société industrielle restait flou dans l’esprit du public; la société de l’information a servi à le nommer.

Les années 80 ont vu (ou n’ont pas vu) l’Internet se frayer discrètement un chemin vers le succès. Divers dispositifs de vidéotexte retenaient alors l’attention des médias: le Prestel au Royaume-Uni, le BTX en Allemagne, l’Alex au Canada et le Minitel en France. Seul le Minitel a connu un certain succès et a survécu, mais tous ont con-

tribué à hisser à de nouveaux sommets le battage fait autour de la société de l’information: tout ce dont l’humanité avait besoin pour surmonter à peu près n’importe quelle difficulté sociale ou psychologique, c’était de meilleures technologies—les “technologies de l’information et de la communication” (TIC), puisque tel est le nom qu’on leur a donné.

L’argument est un peu niais, c’est certain. La juxtaposition même de l’information et de la communication crée une confusion conceptuelle qui est généralement traitée avec une bienveillante indifférence; en même temps, elle n’est pas sans subtilité. Les êtres humains doivent communiquer les uns avec les autres pour résoudre de nombreux problèmes et les technologies peuvent les y aider, de même qu’elles peuvent faciliter l’accès à l’information. Cependant, ce n’est pas une raison pour prétendre que les êtres humains ne peuvent pas communiquer sans les TIC—avertissement dont les spécialistes du marketing, dans leur hâte de vendre leurs marchandises—matériel et logiciel—n’ont tenu aucun compte.

Une publicité de CNN rend assez bien le tour de passe-passe. Un père, de toute évidence un homme d’affaires important qui voyage beaucoup, promet à sa petite fille de l’appeler pendant son absence. Lorsqu’il le fait, la petite réagit par un “Papa!” enthousiaste. Moralisateur, il répond: “une promesse est une promesse”. La leçon de l’histoire, c’est de toute évidence que les TIC font une famille heureuse, et non pas que ce qui compte le plus, c’est une famille heureuse et que celle-ci peut choisir d’utiliser ces technologies pour surmonter une séparation temporaire.

Voici un autre exemple: les éditions savantes ont été complètement trans-

formées par l'avènement des ordinateurs et des réseaux. Les bibliothèques avaient coutume d'acheter des publications (des revues universitaires, par exemple), de les stocker et d'offrir à leurs clients un espace où ils puissent les consulter librement. De nos jours, elles négocient des licences qui leur donnent un accès électronique à des banques d'articles: elles n'ont plus besoin de posséder les publications sur papier. En conséquence, les bibliothèques doivent en limiter l'accès à leurs clients "légitimes", tels que les étudiants et professeurs d'université, et en refuser l'accès aux autres, aux simples citoyens, bien que les licences d'accès soient souvent achetées avec des fonds publics. Tout Martien constatant une telle évolution y verrait un recul, mais les éditeurs spécialisés dans les éditions savantes et commerciales ont trouvé un moyen de le justifier: le progrès technologique améliore l'accès des universitaires à l'information de pointe (ce qui est vrai, d'où la subtilité de la situation) mais cette innovation technologique coûte cher et demande de nouvelles formes de

Le battage fait autour de la société de l'information a atteint de nouveaux sommets: tout ce dont l'humanité avait besoin pour surmonter à peu près n'importe quelle difficulté sociale ou psychologique, c'était de meilleures technologies.

protection de la propriété intellectuelle. Comme ils mettent en avant dans leur argumentation les impératifs technologiques (présentés comme des chances) et non pas le tissu social, ils se retrouvent en train de parler la langue de la société de l'information. Le progrès technologique remplace l'amélioration sociale. En d'autres termes, la "facilité

d'accès" masque le fait que le chercheur se met peu à peu à se comporter en consommateur privilégié, tandis que le reste de la population a effectivement perdu ses droits. Le progrès technologique se confond dans le discours au progrès humain et devient ainsi un outil efficace de commercialisation des TIC.

Comment faut-il réagir à cela? Affronter la société de l'information bille en tête n'est pas une bonne solution. Comme toute idéologie à succès, elle comporte des éléments positifs—dans nos exemples, ce sont l'effet "Papa!" et la commodité de la consultation à l'écran. Les TIC peuvent avoir effectivement des résultats positifs mais elles devraient être subordonnées aux vrais besoins humains et à la vraie communication, plutôt que considérées comme une solution miracle aux difficultés de la communication. Les téléphones portables, par exemple, ne sont pas reconnus pour leur propension à abaisser les taux de divorce.

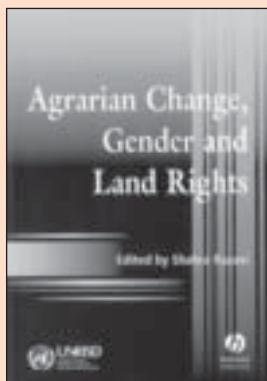
La faculté même de l'être humain à communiquer prime, et elle témoigne de l'importance du milieu social pour nous tous: la réclusion peut rendre fou ou pire. La communication nous pousse à faire davantage, y compris mieux dialoguer grâce aux nouvelles technologies. La société de l'information renverse ce constat lorsqu'elle fait de la technologie la solution de tous les problèmes humains. Les communautés précèdent toujours les technologies qu'elles viennent à utiliser. Les savants ont commencé par former des cercles spécialisés, puis ont conçu des moyens de communication appropriés. Les programmeurs d'ordinateurs, en s'échangeant leur code par l'Internet, ont aussi démontré l'exactitude de cette observation: l'Internet n'a pas créé le système de gestion Linux; ce sont plutôt les programmeurs de Linux qui se sont aperçus qu'ils pouvaient se rassembler en communautés d'intérêts beaucoup plus facilement grâce à l'Internet.

Réunis, ces exemples montrent l'importance fondamentale des associations, groupes et communautés préalables; en effet, la société civile engendre des

Affronter la société de l'information bille en tête n'est pas une bonne solution. Comme toute idéologie à succès, elle comporte des éléments positifs. Cependant, les TIC devraient être subordonnées aux vrais besoins humains et à la vraie communication, plutôt que considérées comme une solution miracle aux difficultés de la communication.

espaces de communication qui remodelent les technologies de manière qu'elles puissent satisfaire des besoins spécifiques. Finalement, ce n'est pas une société de l'information faite d'objets et de consommateurs que nous voulons, mais plutôt un réseau dynamique et vivant de communautés qui communiquent avidement et innovent, ne serait-ce que pour essayer de faire en sorte que tous vivent mieux. De Linux à la recherche fondamentale, il ne ressort qu'un seul message: la société de l'information n'a guère de sens, sinon pas du tout, si elle n'est pas d'abord profondément enracinée dans une société civile plurielle qui vit et dont les éléments communiquent activement.

Jean-Claude Guédon est historien des sciences de formation et professeur de littérature comparée à l'Université de Montréal, Canada. Il a passé les 10 dernières années à étudier les effets sociaux et culturels de l'Internet, ainsi que l'évolution des éditions savantes à l'ère du numérique et des réseaux.



Agrarian Change, Gender and Land Rights

Sous la direction de Shahra Razavi

Table des matières § Introduction: Changements agraires, genre et droits fonciers—*Shahra Razavi* § Capitalisme mondial, déflation et crise agraire dans les pays en développement—*Utsa Patnaik* § Discours politiques sur les droits fonciers des femmes en Afrique subsaharienne: Les conséquences du retour à la coutume—*Ann Whitehead et Dzodzi Tsikata* § De la piété au ciel? Politique de parité entre les sexes et réforme agraire en Afrique du Sud—*Cheryl Walker* § Comment défendre les intérêts des femmes dans les réformes de l'occupation des sols: Les récents débats en Tanzanie—*Dzodzi Tsikata* § Les rapports sociaux entre les sexes et les droits fonciers revisités: Etude des perspectives nouvelles qui s'ouvrent du côté de l'Etat, de la famille et du marché—*Bina Agarwal* § Soif de terres: Réforme agraire, genre et droits fonciers en Ouzbékistan—*Deniz Kandiyoti* § Les droits fonciers des femmes et les mouvements sociaux ruraux dans la réforme agraire au Brésil—*Carmen Diana Deere*

Shahra Razavi est coordonnatrice de recherches à l'UNRISD.

Agrarian Change, Gender and Land Rights est copublié avec Blackwell Publishing; broché, ISBN 1-4051-1076-7, 296 pages, 2003, £19.99/\$39.95. **A commander à** Blackwell Publishing, 9600 Garsington Road, Oxford OX4 2DQ, Royaume-Uni; www.blackwellpublishing.com.



Ayadi Mar'iyah: Tahamul Al-Mas'uliyah Min Ajl Al-Tanmiyah Al-Ijtimaiyah

Version arabe de *Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social*, UNRISD, 2000

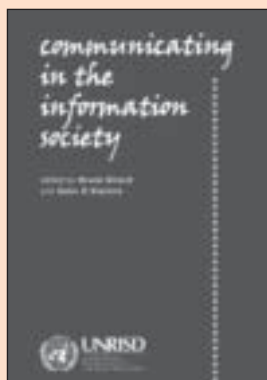
Table des matières § Une mondialisation à masque humain § Qui paie? Le financement du développement social § Fragiles démocraties § Une nouvelle mission pour le secteur public § Les entreprises appelées à rendre des comptes § Sociétés civiles § Le droit au développement pour les femmes § Pour un développement durable

Equipe de rédaction Ce rapport de l'UNRISD a été rédigé par *Peter Utting* (coordonnateur du projet), *Cynthia Hewitt de Alcántara*, *Yusuf Bangura*, *Thandika Mkandawire*, *Shahra Razavi*, *Peter Utting* et *David Westendorff* (coordonnateurs de chapitre) et *Peter Stalker* et *Cynthia Hewitt de Alcántara* (rédacteurs en chef). La traduction arabe de l'original anglais, publié sous le titre *Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development*, a été financée conjointement par la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'UNRISD,

et réalisée par l'Arab Organization for translation. *Mervat Tallawy*, Secrétaire général adjoint de l'ONU et Secrétaire exécutif de la CESAO, en a écrit la préface.

Ayadi Mar'iyah est co-publié avec la CESAO; broché, 184 pages, 2002; pour le prix, s'adresser à l'éditeur. **A commander à** la CESAO, Boîte postale 11-8575, Place Riad el-Solh, Beyrouth, Liban.

Mains visibles a été publié également en espagnol et en russe en 2001; le résumé est paru en portugais en 2002; les versions chinoise et persane sont à paraître.



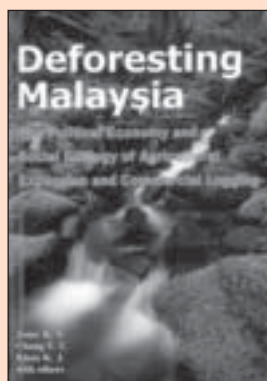
Communicating in the Information Society

Sous la direction de Bruce Girard et Seán Ó Siochrú

Table des matières § Introduction—*Seán Ó Siochrú et Bruce Girard* § Qu'en est-il des questions de genre dans la société de l'information?—*Dafne Sabanes Plou* § Une informatique communautaire pour la société de l'information—*William McIver, Jr.* § L'autre révolution de l'information: Médias et participation au pouvoir dans les pays en développement—*James Deane et al.* § Médias et démocratisation dans la société de l'information—*Marc Raboy* § Droits de la personne pour la société de l'information—*Cees Hamelink* § La place de la société de l'information dans la société civile: Le cas des publications savantes et scientifiques—*Jean-Claude Guédon* § Petit glossaire descriptif de la communication et de l'information (pour dissiper les malentendus et favoriser une meilleure compréhension mutuelle)—*Antonio Pasquali*

Bruce Girard est chercheur indépendant et travaille dans les médias; **Seán Ó Siochrú** est cofondateur et directeur de Nexus Research à Dublin, Irlande.

A commander à l'UNRISD; broché, ISBN 92-9085-045-0, 223 pages, 2003, \$30.



Deforesting Malaysia: The Political Economy and Social Ecology of Agricultural Expansion and Commercial Logging

Jomo K.S., Chang Y.T., Khoo K.J. et al.

Table des matières § La Malaisie: Introduction § Agriculture et forêts § La péninsule malaise § Sabah § Sarawak § Marchés, enjeux politiques et exploitation forestière § Conclusion

Jomo K.S. est directeur des études de développement à l'Institut des hautes études de l'Université de Malaya et membre du Conseil d'administration de l'UNRISD; **Chang Y.T.** consultant et économiste indépendant, a travaillé sur les questions d'environnement en Malaisie; **Khoo K.J.** ancien professeur d'université en Malaisie, est aujourd'hui écrivain indépendant.

Deforesting Malaysia est copublié avec Zed Books; relié, ISBN 1-84277-466-2, 304 pages, 2004, £50/\$75. **A commander à** Zed Books, 7 Cynthia Street, Londres N1 9JF, Royaume-Uni;

téléphone 44 (0)20 7837 4014, fax 44 (0)20 7833 3960, sales@zedbooks.demon.co.uk.



Development at Risk: Rethinking UN-Business Partnerships

Ann Zammit

Table des matières § Partenariats ONU-entreprises: Quels en sont les enjeux? § La nature du défi du développement § Partenariats ONU-entreprises: Un outil de développement tout usage? § Le Contrat mondial § La responsabilité sociale des entreprises, enjeu du système § Responsabilité sociale des entreprises et pays en développement § Les STN, partenaires dans le développement: Vrai ou faux? § Les partenariats public-privé: Une sainte alliance? § Une nouvelle stratégie de développement, un vrai test pour la responsabilité des entreprises

Ann Zammit est consultante indépendante auprès de l'UNRISD et d'autres organisations internationales.

Development at Risk est copublié avec le South Centre; broché, ISBN 92-9162-020-8, 328 pages, 2003, gratuit. **A commander à** l'UNRISD ou au South Centre, 17 chemin du Champ-d'Anier,

Case postale 228, 1211 Genève 19, Suisse; téléphone 41 (0)22 791 8050, fax 41 (0)22 798 8531, south@southcentre.org, www.southcentre.org.



Gender Justice, Development, and Rights

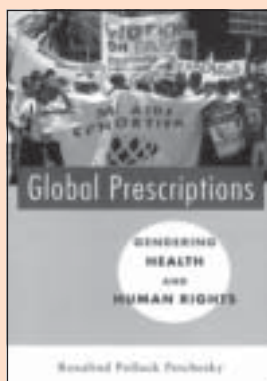
Sous la direction de Maxine Molyneux et de Shahra Razavi

Table des matières § Introduction—*Maxine Molyneux et Shahra Razavi* § Capacités féminines et justice sociale—*Martha Nussbaum* § Justice entre hommes et femmes, droits de la personne et politiques économiques néo-libérales—*Diane Elson* § Multiculturalisme, universalisme et impératifs de la démocratie—*Anne Phillips* § Citoyenneté politique et sociale: Le cas de la Pologne—*Jacqueline Heinen et Stéphane Portet* § Les femmes et la nouvelle citoyenneté sociale au Chili: Les ONG et la prévoyance sociale dans un régime néo-libéral—*Verónica Schild* § L'éducation selon le sexe: Partir des droits pour lever les obstacles à l'éducation des filles en Inde—*Ramya Subrahmanian* § Rencontres entre féminisme, démocratie et réformisme dans l'Iran contemporain—*Parvin Paidar* § Le "pacte du diable": Participation politique des femmes et autoritarisme au Pérou—*Cecilia Blondet* § Dans et contre le parti: Représentation des femmes et constitution d'un électorat féminin en Ouganda et en Afrique du Sud—*Anne Marie Goetz et Shireen Hassim* § La sexospécificité et l'ethnie comme catégories politiques et la démocratisation en Malaisie: Décalage entre intérêts et identités—*Maznah Mohamad* §

Droit national et droit coutumier autochtone: La lutte des femmes autochtones pour la justice au Chiapas, Mexique—*R. Aída Hernández Castillo* § Les droits des femmes et la diversité culturelle en Ouganda comme thèmes politiques—*Aili Mari Tripp*

Maxine Molyneux est professeur de sociologie à l'Institute of Latin American Studies de l'Université de Londres, Royaume-Uni; **Shahra Razavi** est coordonnatrice de recherches à l'UNRISD.

Gender Justice, Development, and Rights est copublié avec Oxford University Press; broché, ISBN 0-19-925645-4, 504 pages, 2002, £18.99; relié, ISBN 0-19-925644-6, 504 pages, 2002, £50. **A commander à** Oxford University Press, Great Clarendon Street, Oxford OX2 6DP, Royaume-Uni; www.oup.co.uk.



Global Prescriptions: Gendering Health and Human Rights

Rosalind Pollack Petchesky

Table des matières § Les mouvements pour la santé des femmes s'internationalisent § Les conférences des Nations Unies comme lieux d'affrontement de divers discours: Avantages et lignes de faille § Le VIH/sida et le droit des individus à la santé: Collision annoncée avec le capitalisme mondial § La gestion de la santé dans un monde capitaliste: Équité contre productivité § L'application des normes internationales au niveau national: Les ONG militant pour la santé des femmes montent au créneau § Conclusion: Réflexions sur les mouvements féministes transnationaux et la gouvernance mondiale à l'ère de la guerre sans fin

Rosalind Pollack Petchesky est professeur émérite de sciences politiques au Hunter College et Graduate Center de l'Université de la ville de New York, États-Unis et fondatrice et ancienne coordonnatrice de l'International Reproductive Rights Research Action Group (IRRRAG—Groupe international d'action-recherche sur les droits de reproduction).

Global Prescriptions est copublié avec Zed Books; broché, ISBN 1-84277-007-1, 306 pages, 2003, £16.95/\$29.95; relié, ISBN 1-84277-004-7, 306 pages, 2003, £49.95/\$75. **A commander à** Zed Books, 7 Cynthia Street, Londres N1 9JF, Royaume-Uni; téléphone 44 (0)20 7837 4014, fax 44 (0)20 7833 3960, sales@zedbooks.demon.co.uk.

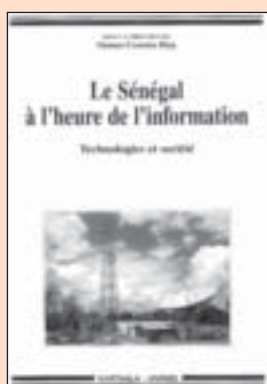


One Step Further: Responses to HIV/AIDS

Etudes de l'Agence suédoise d'aide au développement international No. 7

Table des matières § Le VIH et le sida, vus sous l'angle des droits de la personne et de la protection juridique—*Mark Heywood* § Dimensions et contexte général de la stigmatisation attachée au VIH/sida et de la discrimination qui en découle en Afrique australe—*Virginia Bond* § L'option du traitement antirétroviral en Afrique—*Toke Barfod et Henrik Ullum* § VIH/sida et développement: L'expérience de Chikankata—*Weddy Silomba* § Comprendre les réactions des communautés devant la situation des enfants touchés par le sida: Leçons pour les institutions étrangères—*Geoff Foster* § Sida et secteur privé: Les enseignements de l'Afrique australe—*Alan Whiteside et Mary O'Grady* § Points de vue sur le magazine *Femina Hip*: Comment se servir des jeux éducatifs pour favoriser un vrai débat sur la sexualité et les comportements à risque—*Minou Fuglesang* § Morale et malchance: Discours sur la mauvaise santé dans un village zambien—*Paul Dover* § VIH/sida: Le pire est-il encore à venir? Données, modes de diffusion et tendances—*Mikael Hammarström* § Sortir des sentiers battus pour lutter efficacement contre le sida—*Bertil Egerö* § Epilogue—Le VIH/sida: Comment aller de l'avant—*Joe Collins et Bill Rau*

One Step Further est copublié avec l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida); broché, ISSN 1404-9562, ISBN 91-586-8781-5, 236 pages, décembre 2002, gratuit. **A commander à** l'UNRISD; ou à la Sida, SE-105 25 Stockholm, Suède, téléphone 468 6985000, info@sida.se, www.sida.se.



Le Sénégal à l'heure de l'information

Sous la direction de Momar-Coumba Diop

Table des matières § Introduction: Technologies, pouvoirs et société—*Momar-Coumba Diop* § Les nouvelles technologies de l'information et de la communication: Défis et opportunités pour l'économie sénégalaise—*Gaye Daffé et Mamadou Dansokho* § L'impact d'Internet sur le fonctionnement des moyennes et grandes entreprises industrielles—*Philippe Barry et Hamidou Diop* § Les entreprises sénégalaises face aux nouvelles technologies de l'information et de la communication—*Abdoulaye Ndiaye* § Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et les personnels des médias—*Abdou Latif Coulibaly* § Enjeux et rôle des NTIC dans les mutations urbaines: Le cas de Touba—*Cheikh Guèye* § Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication—*Serigne Mansour Tall* § Les nouvelles technologies de l'information et le processus démocratique—*Moussa Paye* § Radiodiffusion et nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC): Usages, enjeux et perspectives—*Saidou Dia* § Les nouvelles technologies de l'information et de la communication et le système éducatif—*Serigne Mbacké Seck et Cheikh Guèye* § Technologies de l'information et de la communication et enseignement supérieur—*Abdourahmane Ndiaye*

tion et le système éducatif—*Serigne Mbacké Seck et Cheikh Guèye* § Technologies de l'information et de la communication et enseignement supérieur—*Abdourahmane Ndiaye*

Momar-Coumba Diop est chercheur à l'Institut fondamental d'Afrique noire Cheikh Anta Diop, Dakar, Sénégal.

Le Sénégal à l'heure de l'information est copublié avec les éditions Karthala; broché, ISBN 2-84586-376-4, 390 pages, 2003, 28 euros. **A commander aux** éditions Karthala, 22-24 Boulevard Arago, 75013 Paris, France; téléphone 33 (0)143 311559, fax 33 (0)145 352705; karthala@wanadoo.fr.

*** Document du Programme Société civile et mouvements sociaux**

- PP CSSM 6 **The Agrarian Question, Access to Land, and Peasant Responses in Sub-Saharan Africa**, *Archie Mafeje*, mai 2003

*** Documents du Programme Démocratie, gouvernance et droits de l'homme**

- PP DGHR 8 **African Decentralization: Local Actors, Powers and Accountability**, *Jesse C. Ribot*, décembre 2002
- PP DGHR 9 **A Declining Technocratic Regime: Bureaucracy, Political Parties and Interest Groups in Japan, 1950–2000**, *Toshihiro Nakamura*, décembre 2002
- PP DGHR 10 **Gender Justice, Development and Rights**, *Maxine Molyneux et Shahra Razavi*, janvier 2003

*** Documents du Programme Identités, conflit et cohésion**

- PP ICC 1 **The Historical Construction of Race and Citizenship in the United States**, *George M. Fredrickson*, octobre 2003
- PP ICC 2 **Migrant Workers and Xenophobia in the Middle East**, *Ray Jureidini*, décembre 2003

*** Documents du Programme Politique sociale et développement**

- PP SPD 13 **Reworking Apartheid Legacies: Global Competition, Gender and Social Wages in South Africa, 1980–2000**, *Gillian Hart*, décembre 2002
- PP SPD 14 **Agrarian Change, Gender and Land Rights: A Brazilian Case Study**, *Julia S. Guivant*, juin 2003
- PP SPD 15 **Global Capitalism, Deflation and Agrarian Crisis in Developing Countries**, *Utsa Patnaik*, octobre 2003

*** Documents du Programme Technologie, entreprises et société**

- PP TBS 7 **Les émigrés sénégalais et les nouvelles technologies de l'information et de la communication**, *Serigne Mansour Tall*, mai 2003
- PP TBS 8 **Enjeux et rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les mutations urbaines: Le cas de Touba (Sénégal)**, *Cheikh Guèye*, mai 2003
- PP TBS 9 **The Riddle of Distance Education: Promise, Problems and Applications for Development**, *Judith Adler Hellman*, juin 2003

- PP TBS 10 **Technology and Transformation: Facilitating Knowledge Networks in Eastern Europe**, *Jonathan Bach et David Stark*, octobre 2003
- PP TBS 11 **The Political Economy of International Communications: Foundation for the Emerging Global Debate about Media Ownership and Regulation**, *Robert W. McChesney et Dan Schiller*, octobre 2003
- PP TBS 12 **Waking Up to Risk: Corporate Responses to HIV/AIDS in the Workplace**, *Jem Bendell*, octobre 2003

*** Documents du Programme sur les préoccupations constantes de l'UNRISD**

- PP UOC 1 **Toward Integrated and Sustainable Development?**, *Solon L. Barraclough*, février 2001
- PP UOC 2 **Needs, Rights and Social Development**, *Rodolfo Stavenhagen*, juillet 2003
- PP UOC 3 **Globalization, Liberalization and Equitable Development: Lessons from East Asia**, *Jomo K.S.*, juillet 2003

■ Conférence Infos de l'UNRISD

- CN 10 **Pour une meilleure connaissance du développement social dans les organisations internationales II**, *Rapport du séminaire de l'UNRISD*, Prangins, Suisse, 29–30 mai 2002
- CN 11 **Vieillesse, développement et protection sociale**, *Rapport de la conférence internationale de l'UNRISD*, Madrid, Espagne, 8–9 avril 2002
- CN 12 **The Need to Rethink Development Economics**, *Rapport de la Conférence de l'UNRISD*, Cape Town, Afrique du Sud, 7–8 septembre 2001

* \$8 pour les lecteurs du Nord et \$4 pour ceux du Sud

■ Gratuit

COMMENT COMMANDER LES PUBLICATIONS DE L'UNRISD

Pour commander des copublications: S'adresser à l'éditeur.

Pour commander des publications maison: S'adresser au Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Geneva 10, Suisse; tél 41(0)22 9173020; fax 41(0)22 9170650; info@unrisd.org; www.unrisd.org.

Modalités de paiement pour les publications maison: Par un chèque libellé en dollars EU et tiré sur une banque américaine ou par un virement bancaire en dollars EU ou d'un montant équivalent en francs suisses.

Nous n'acceptons pas les paiements par carte de crédit.

Savoir social et élaboration des politiques internationales: L'étude des liens

20–21 avril 2004, Genève

On demande souvent aux organisations des Nations Unies si leurs recherches sur les questions de développement social sont utiles à l'élaboration des politiques internationales. Ceux qui posent cette question s'interrogent implicitement sur la pertinence, la qualité, la diffusion et l'impact des recherches.

- Les chercheurs traitent-ils des questions et problèmes qui intéressent les responsables politiques?
- Les conclusions des recherches parviennent-elles jusqu'aux responsables politiques et influencent-elles leurs décisions, tant au niveau international que national?
- Qui fait des recherches à l'ONU? Quelles interactions y a-t-il entre les recherches commandées par des institutions internationales et bilatérales et celles qui sont menées à bien par des chercheurs dans les pays en développement? Quels en sont les impacts sur le programme de recherche de ces derniers?
- Les recherches de l'ONU sont-elles suffisamment indépendantes et critiques?
- Peuvent-elles ajouter quoi que ce soit à celles qui sont entreprises dans les instituts universitaires et les organisations non gouvernementales (ONG)?

Cette question suppose aussi implicitement l'existence d'un lien direct entre savoir et politique. Cependant, pour comprendre quelle influence les recherches peuvent exercer sur la politique, il faut examiner comment la relation passe par le jeu politique, le discours, la subjectivité et l'apprentissage. Il est aussi important de comprendre quelles retombées peuvent avoir sur les institutions leur appartenance à des réseaux, la conclusion de partenariats, les "institutions du savoir", l'apprentissage organisationnel, le dialogue avec de multiples parties et d'autres initiatives.

A cette conférence de l'UNRISD, 32 orateurs et animateurs traiteront de ces questions. Dans leurs exposés, ils évalueront l'apport intellectuel des recherches de l'ONU, leurs répercussions sur l'élaboration des politiques et leur pertinence, leur coordination et leur diffusion. Ils se pencheront aussi sur la nature des liens entre les recherches pour le développement international et les milieux universitaires et militants, en particulier dans les pays en développement, ainsi que sur le sort présent et futur de la recherche indépendante et critique dans le système des Nations Unies.

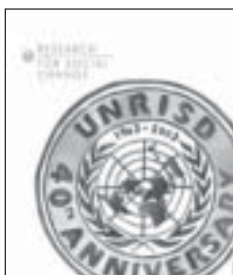
Cette conférence de l'UNRISD s'inscrit également dans le cadre d'une initiative prise pour rassembler périodiquement de hauts fonctionnaires des Nations Unies pour qu'ils dialoguent sur des questions essentielles du développement (voir encadré ci-dessous). Ce sera aussi l'occasion de marquer le quarantième anniversaire de l'UNRISD par la diffusion du rapport *Recherches pour le changement social*, qui reprend sous une forme condensée les résultats de ses 40 années de recherche.

Pour une meilleure connaissance du développement social dans les organisations internationales

Dans le cadre du projet de l'UNRISD intitulé "Pour une meilleure connaissance du développement social dans les organisations internationales", de hauts fonctionnaires de l'ONU se réunissent environ tous les 18 mois pour (i) examiner les connaissances nouvelles acquises sur d'importants problèmes mondiaux en rapport direct avec leur travail et (ii) réfléchir à l'élaboration d'une position cohérente et progressiste des Nations Unies sur certaines questions de développement social. Les deux premières réunions, tenues en 2000 et 2002, ont rassemblé des fonctionnaires de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des commissions régionales des Nations Unies.

Recherches pour le changement social

Rapport de l'UNRISD à l'occasion de son quarantième anniversaire



Depuis la création de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) en 1963, le monde a connu de profonds changements, véhiculés par la décolonisation, l'urbanisation, l'industrialisation, la démocratisation et la mondialisation. Pendant toute cette période, l'Institut a joué un rôle important en mobilisant les capacités de recherche pour analyser et comprendre les causes et conséquences économiques, sociales, culturelles et politiques de chacune de ces évolutions, et en particulier la question de savoir pourquoi tant d'êtres humains souffrent encore de la pauvreté et de conflits violents.... L'UNRISD est une organisation autonome, libre d'entreprendre une réflexion indépendante. Cette situation lui permet d'aborder de manière systématique des questions délicates, de passer au crible les politiques et approches du développement les plus répandues et de proposer des solutions novatrices. Il constitue de ce fait un atout extrêmement précieux pour la famille des Nations Unies.

*Kofi Annan, Secrétaire général, Organisation des Nations Unies
Avant-propos, Recherches pour le changement social*

Ce nouveau rapport de l'UNRISD est à la fois rétrospective et rapport de fond: il retrace l'histoire des recherches de l'UNRISD, examine l'apport de l'Institut à la réflexion et aux débats sur le développement social et fait l'inventaire de ce que les résultats des recherches ont révélé dans six domaines: politique sociale et bien-être, cohésion sociale et conflit, développement durable, démocratisation, société civile et gouvernance, genre et développement, et enfin marchés, entreprises et réglementation.

L'un des chapitres du rapport a une approche plus "institutionnelle" que "thématique". Il met en lumière les éléments de continuité et de changement que l'on trouve dans les recherches de l'Institut et montre les interactions qui existent entre l'UNRISD et le système des Nations Unies ainsi que les donateurs.

Recherches pour le changement social

Rapport de l'UNRISD à l'occasion de son quarantième anniversaire

1 – Bref historique des recherches de l'UNRISD

- Continuité et ... changement
- Pourquoi les programmes se terminent-ils?
- Les relations avec les Nations Unies et les donateurs
- Envisager l'avenir

2 – Politique sociale et bien-être

- La marginalisation de la politique sociale
- Les répercussions sociales de l'ajustement
- La protection sociale
- Vers une conception unifiée

3 – Cohésion sociale et conflits

- L'intégration sociale—perceptions et problèmes
- Identités et conflit

4 – Développement durable

- Les rapports entre société et environnement
- Les solutions techniques et institutionnelles
- Application de nouveaux concepts et approches
- La question du pouvoir

5 – Démocratisation, société civile et gouvernance

- Participation et mouvements sociaux
- Démocratiser l'élaboration des politiques

6 – Genre et développement

- Genre et politique
- Les droits des femmes et la justice entre les sexes
- Les femmes et leurs moyens d'existence

7 – Marchés, entreprises et réglementation

- Planification et coopératives
- Comprendre les marchés
- La responsabilité sociale des entreprises
- Coréglementation et obligation de rendre des comptes

Ce rapport de l'UNRISD a été préparé par Peter Utting (coordonnateur de recherche et rédacteur en chef) et Jenifer Freedman (rédactrice et coordonnatrice de production), à partir de contributions de Yusuf Bangura, Jenifer Freedman, K.B. Ghimire, Huck-ju Kwon, Shahra Razavi et Peter Utting. Désirée Abrahams, Véronique Martinez et Anita Tombez ont apporté une assistance en matière de recherche, de documentation et de secrétariat.

A commander à l'UNRISD; broché, ISBN 92-9085-046-9, 150 pages, 2004, gratuit. Il est également disponible sur le site www.unrisd.org.

Les versions anglaise et espagnole du rapport sont également disponibles.

Responsabilité sociale des entreprises et développement: Vers un nouvel ordre du jour?

17–18 novembre 2003, Genève

Si les sociétés transnationales (STN) reconnaissent de plus en plus la nécessité d'améliorer leur bilan social et environnemental et de mieux respecter les droits de l'homme dans les pays en développement, leurs initiatives volontaires dans ce sens ont suscité de très nombreuses critiques et amené à réclamer d'autres méthodes d'encadrement juridique. Lors de cette conférence de l'UNRISD, 23 orateurs ont pris la parole pour traiter des sujets suivants:

- la responsabilité sociale des entreprises et ses effets sur le développement;
- l'encadrement des STN—pouvoirs et limites des partenariats public-privé et des systèmes non gouvernementaux en la matière;
- le contenu et l'importance des récentes propositions, revendications et campagnes destinées à obliger les sociétés commerciales à "rendre des comptes"; et
- l'encadrement des STN au niveau international—le rôle des Nations Unies.

Les discussions ont montré que le discours de la responsabilité sociale des entreprises et certaines initiatives prises dans ce sens ont effectivement décollé au cours de la dernière décennie. Pourtant, les chercheurs ont contesté l'engagement réel de nombre d'entreprises et la façon dont les politiques de responsabilisation sociale sont imposées aux pays en développement en général et aux fournisseurs des STN en particulier. Ils se sont étonnés que les problèmes de fond du développement soient encore aussi largement ignorés. Parmi ces problèmes figurent l'évasion fiscale, le prix de cession interne, la pauvreté, le chômage et la capacité limitée de nombre de petites et moyen-

nes entreprises à relever les normes et à concurrencer les STN.

On a tenté de surmonter certaines des limites des démarches volontaires en établissant avec les STN de nouveaux types de relations. Ce sont les initiatives dites multipartites ou les systèmes non gouvernementaux d'encadrement, qui fixent des normes et encouragent les sociétés commerciales à divulguer volontairement certaines informations, à se soumettre à des bilans et à obtenir des certificats. Les participants à la conférence ont vu là des formes d'encadrement novatrices, adaptées aux réalités nouvelles de la mondialisation et de la gouvernance démocratique mondiale. L'avenir de ces formes leur est toutefois apparu incertain à cause de leur coût, de leur complexité et de leur tendance à se multiplier, à diverger et à se concurrencer. Certains participants ont plaidé en faveur d'une meilleure concertation, d'une part plus grande faite aux procédures de dépôt de plaintes et réclamé plus de sympathie pour la situation des PME dans les pays en développement.

Les propositions et revendications récentes qui privilégient les dispositifs obligeant les sociétés à rendre des comptes et un encadrement juridique sont apparues, comme le contrepoids de la déréglementation et des initiatives volontaires qui ont eu la préférence au cours des 20 dernières années. Les nouvelles approches essaient aussi de maintenir au centre des préoccupations les questions essentielles, qui touchent au pouvoir, aux privilèges et aux devoirs des sociétés commerciales. Toutefois, le mouvement, encore naissant, qui demande des comptes aux sociétés a fort à faire, car il lui faudra notamment former de larges coalitions pour mobiliser des appuis et vaincre la résistance.

Les exposés de plusieurs fonctionnaires de l'ONU et d'autres personnes ont mis en évidence la nature éclectique du rôle que joue l'ONU dans l'encadrement des STN. Le Contrat mondial a suscité un long débat car, s'il semble utile comme lieu de dialogue et d'apprentissage, on constatait cependant avec inquiétude que le Contrat mondial et les partenariats ONU-entreprises avaient empêché d'envisager des méthodes de réglementation plus efficaces et contribué davantage à légitimer les STN et à faciliter leurs affaires dans les pays en développement qu'à améliorer de façon notable leur bilan social et environnemental. Les Normes des Nations Unies sur les responsabilités des STN et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'homme, élaborées récemment, ont été généralement vues d'un bon œil mais leur avenir politique considéré comme des plus incertains.

Les discussions de la conférence ont abouti à plusieurs propositions de réforme, à commencer par une application effective des normes et des instruments existants. Il a été ainsi proposé de se servir du pouvoir qu'a l'ONU comme acheteur pour privilégier les entreprises qui assument leurs responsabilités sociales; de renforcer le rôle de contrôle et d'investigation qui échoit aux organes de l'ONU et d'entreprendre une tâche de plus longue échéance consistant à mettre en place une réglementation internationale complète, qui traite non seulement de la protection des travailleurs, des consommateurs et de l'environnement mais aussi de la taxation et de la concurrence.

Des résumés des exposés sont disponibles sur le site www.unrisd.org.

La politique sociale dans les pays venus tardivement à l'industrialisation

Les composantes régionales tiennent des ateliers de travail en 2003

Le projet de l'UNRISD sur la politique sociale dans un contexte de développement recherche la combinaison Etat-société qui soit à la fois propice au développement économique, démocratique au plan politique et attentive à combattre l'exclusion sociale. Il comporte quatre sous-projets thématiques et cinq régionaux. L'année 2003 a vu la tenue de cinq ateliers régionaux. Les chercheurs y ont présenté l'ébauche de leurs rapports de recherche, dont les participants ont ensuite discuté, s'efforçant d'en renforcer les arguments en suivant la méthodologie générale du projet.

L'Afrique subsaharienne et le défi de la politique sociale

L'atelier du sous-projet de l'Afrique subsaharienne s'est tenu les 27 et 28 février 2003 à la Rhodes University à Grahamstown, Afrique du Sud. La montée de la pauvreté, la faiblesse des taux de croissance et un recul des indicateurs du développement social dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne témoignent de l'urgence d'une politique sociale dans la région. Pourtant, la capacité de l'Etat est sévèrement diminuée, en partie à cause des programmes d'ajustement structurel. Les recherches dans ce sous-projet régional s'intéressent aux forces sociales, politiques et économiques qui ont favorisé ou gêné l'adoption d'une politique sociale, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Elles portent aussi sur la mise en valeur des ressources humaines et la sécurité sociale. Et comme les effets politiques sont, dans la plupart des pays d'Afrique, tellement mal distribués que les couches les plus vulnérables de la population en sont rarement les bénéficiaires, les problèmes de distribution sont aussi examinés dans ce sous-projet. Les recherches sont effectuées en Afrique occidentale francophone (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gabon et Sénégal),

en Afrique occidentale anglophone (Ghana et Nigéria), en Afrique orientale (Kenya, Tanzanie et Ouganda) et en Afrique australe (Botswana, Afrique du Sud et Zimbabwe).

Politique sociale et développement économique dans les pays nordiques

L'atelier du sous-projet des pays nordiques s'est tenu les 4 et 5 avril 2003 à l'Institut des études du futur de Stockholm, Suède. L'exemple de ces pays est important en ce sens qu'ils ont progressé simultanément dans les domaines du développement, de la démocratie et de la lutte contre l'exclusion sociale. Dans l'ensemble, ces Etats providence n'ont exclu personne et se sont appuyés sur le productivisme, un investissement social universel et une gouvernance démocratique. Ils ont réussi à conserver une protection sociale universelle au beau milieu d'une réforme post-keynésienne et se heurtent maintenant aux problèmes posés par la mondialisation, le vieillissement de la population et la baisse des taux de fécondité. Dans ces pays, la politique sociale a fait son apparition à un stade assez précoce du développement économique. Ce sous-projet, qui rassemble la Suède, la Norvège, la Finlande et le Danemark, porte sur l'histoire de leurs modes de développement et sur les effets des politiques suivies dans les domaines de l'assistance sociale, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté et de la santé. Il s'intéresse aussi aux débats théoriques sur la relation entre croissance économique et protection sociale. Les expériences des pays nordiques livrent des enseignements qui peuvent se révéler applicables dans des pays en développement étudiés dans le projet.

Politique sociale et développement économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

L'équipe du sous-projet du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord s'est

réunie les 19 et 20 juin 2003 à l'Ecole des études orientales et africaines de Londres, Royaume-Uni. Le sous-projet, qui couvre l'Algérie, l'Egypte, l'Iran, le Maroc, la Turquie et la Tunisie, fait œuvre de pionnier en réalisant des recherches comparatives sur les politiques sociales de la région. Celles-ci ont été très marquées par l'économie pétrolière, les régimes politiques autoritaires et les structures islamiques patriarcales de la région. Elles ont été relativement généreuses mais ont profité aux employés du secteur public et n'ont pas les éléments démocratiques et développementaux que présentaient par exemple celles des pays nordiques ou des pays de l'Asie orientale dans les années 60 et 70. Depuis la fin des années 90, à la suite de l'ajustement structurel, les réalisations de la région en matière sociale ont été décevantes. Il existe des variations importantes entre les pays de la région, comme l'a fait observer l'équipe du sous-projet durant l'atelier. La Tunisie se signale par exemple par le niveau élevé de ses dépenses publiques et sociales, ce que l'on a expliqué par le fait que la politique sociale a été un outil de légitimation politique et de mainmise sur la société.

L'Etat providence d'Asie orientale après les réformes

L'atelier du sous-projet de l'Asie orientale s'est tenu le 30 juin et le 1^{er} juillet 2003 à Bangkok, Thaïlande. Ce sous-projet réunit des pays et économies de l'Asie du Nord-Est (Japon, République de Corée et Province chinoise de Taiwan), de l'Asie du Sud-Est (Hong Kong, Malaisie et Singapour) et des pays dotés de systèmes de protection sociale moins développés (Chine et Thaïlande). Historiquement, la politique sociale a servi à stimuler le développement économique en Asie orientale, et les pays et économies de la région ont été qualifiés d'Etat providence "développementaux". Pourtant, après la crise financière de 1997-1998,

nombre de gouvernements ont mis en œuvre des réformes économiques et sociales. Les résultats préliminaires des recherches de ce sous-projet montrent que, si les pays et économies étudiés ont essayé de conserver le volet développement de leur Etat providence après la crise économique, les réformes de la protection sociale qu'ils ont engagées sont allées dans des sens différents. La République de Corée et la Province chinoise de Taiwan, par exemple, ont étendu les droits sociaux pour faciliter la restructuration économique; Hong Kong, Singapour et la Malaisie ont conservé la structure de base de l'Etat providence. La variété de ces réactions vient non seulement de différences de stratégie économique, mais aussi de dynamique politique. Dans plusieurs pays, le jeu politique s'est ouvert à de nouveaux acteurs, ce qui a permis à de nouveaux groupes d'intérêts de faire pression pour que leurs revendications sociales soient entendues, et ce, avec de meilleures chances de succès. Les par-

ticipants à l'atelier ont aussi débattu de l'universalisation de la politique sociale et de la difficulté de l'asseoir sur des bases financières viables.

La politique sociale dans les pays d'Amérique latine venus tardivement à l'industrialisation

L'atelier du sous-projet de l'Amérique latine s'est tenu du 13 au 15 octobre 2003 au siège de la CEPALC à Santiago, Chili. Des projets de document sur l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Costa Rica, Cuba, le Mexique, le Pérou et l'Uruguay ont été présentés. Bien que la politique sociale se heurte à des problèmes différents selon les pays de l'Amérique latine étudiés, les chercheurs ont estimé d'un commun accord que le continent avait atteint un stade critique après avoir laissé la protection sociale s'effriter pendant des décennies. Dans le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva, investi d'un incontestable mandat démocratique, le Brésil, par exemple, a la possibilité

d'allier la croissance économique à une amélioration de la protection sociale. Cuba, de son côté—le contraste est intéressant—doit faire face à un double défi, celui du développement économique (après avoir perdu le soutien économique du bloc soviétique) et du maintien d'un niveau relativement élevé de protection sociale. Les participants à l'atelier ont estimé qu'en Amérique latine, l'Etat avait contribué de manière non négligeable à transformer la société lorsqu'il avait assumé activement la responsabilité du développement économique. Il devrait le relancer en accordant plus d'importance à la protection sociale.

Les recherches menées dans le cadre du projet sur la politique sociale dans un contexte de développement sont financées par le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, la Sida et le budget de l'UNRISD. Les sous-projets de l'Asie orientale, de l'Amérique latine et de l'Afrique subsaharienne reçoivent aussi des fonds de la Fondation Ford.

EVENEMENTS DE L'UNRISD EN 2003

JAN 30–31 Mondialisation et culture, Genève
26–28 Le défi social du développement—
Réunion du projet avec le Réseau universitaire
international de Genève (RUIG), Genève et Lausanne

FEB 28–29 La politique sociale dans un contexte
de développement—Atelier de la composante
régionale Afrique subsaharienne, Grahamstown

MAR 3–5 La politique sociale dans un contexte de
développement—Atelier de la composante thématique
Commercialisation des soins de santé, Genève

10–11 Réunion du Conseil d'administration
de l'UNRISD, Genève

AVR 4–5 La politique sociale dans un contexte
de développement—Atelier de la composante
régionale pays nordiques, Stockholm

JUIN 13–14 Rapport d'orientation de l'UNRISD sur le genre et
le développement—Réunion du groupe consultatif, Genève

19–20 La politique sociale dans un contexte de
développement—Atelier de la composante régionale
Moyen-Orient et Afrique du Nord, Londres

30–1 July La politique sociale dans un contexte de
développement—Atelier de la composante régionale
Asie orientale, Bangkok

SEPT 4–5 Les sommets mondiaux de l'ONU et l'engagement
de la société civile—Atelier sur la méthodologie du
projet, Rio de Janeiro

26–27 Comprendre l'évolution informatique:
Esquisse d'un futur programme de recherches—
Atelier de planification de la recherche, Genève

OCT 1–3 La politique sociale dans un contexte de
développement—Atelier de la composante thématique
Genre et politique sociale, Genève

13–15 La politique sociale dans un contexte de
développement—Atelier de la composante régionale
Amérique latine, Santiago

NOV 6–7 Enjeux politiques et économie politique
du VIH/sida—Atelier sur la méthodologie du
projet, Genève

17–18 Responsabilité sociale des entreprises
et développement: Vers un nouvel ordre du jour?
Conférence publique, Genève

DEC 4–5 La politique sociale dans un contexte de
développement—Réunion des coordonnateurs
des recherches, Genève

10 Sommet mondial sur la société de l'information—
Lancement du livre de l'UNRISD, Genève

Les sommets mondiaux de l'ONU et l'engagement de la société civile

4–5 septembre 2003, Rio de Janeiro

Cet atelier a réuni des chercheurs d'Afrique, d'Asie, des Amériques et d'Europe pour débattre du cadre théorique et méthodologique à donner à un nouveau projet de l'UNRISD sur les Sommets mondiaux de l'ONU et l'engagement de la société civile, ainsi que des questions qu'il devra se poser. Ce projet, qui a démarré vers le milieu de l'année 2003, vise à évaluer l'impact d'une série de manifestations parrainées par les Nations Unies sur le militantisme de la société civile. Des recherches sont effectuées dans trois pays qui ont accueilli des sommets—l'Afrique du Sud, le Brésil et la Chine—et dans trois autres qui ont accueilli des comités préparatoires de sommet (ou PrepComs)—le Chili, l'Indonésie et le Sénégal. Plusieurs études thématiques ont été également commandées dans le cadre de ce projet

L'atelier sur la méthodologie devait établir le cadre commun aux recherches, un cadre susceptible d'assurer une certaine cohérence des études de cas tout en laissant place à la diversité des contextes nationaux. Les discussions relatives aux questions théoriques et méthodologiques ont porté sur la définition à donner aux concepts et se sont attachées à trouver un équilibre entre les niveaux national et international d'analyse.

Les participants se sont entendus sur une définition plus politique et idéologique que "technique" du concept de société civile. Ils y ont vu une arène sociale complexe et dynamique, avec des individus et des groupes organisés en associations et réseaux de formes diverses pour faire entendre leurs points de vue et servir leurs intérêts. La société civile peut ainsi recouvrir n'importe quel groupe, depuis le mouvement mondial axé sur la défense d'une cause jusqu'au groupe de villageois réunis pour s'entraider. Les structures et les formes de

la société civile, les rapports entre elle et l'Etat, entre ceux qui la composent et même entre les différentes sociétés civiles évoluent et changent constamment. Une telle conceptualisation de la société civile—en devenir constant—convient particulièrement bien à ce projet, qui analyse l'évolution historique et la forme actuelle de la société civile afin de repérer les changements entraînés chez elle par une manifestation particulière tenue sous l'égide de l'ONU.

Pays—Sommets

Brésil

- Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1992

Chine

- Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, 1995

Afrique du Sud

- Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, 2001
- Sommet mondial sur le développement durable

Pays—PrepComs

Chili

- Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée—PrepCom régional pour les Amériques, 2002

Indonésie

- Sommet mondial sur le développement durable—PrepCom IV, 2002

Sénégal

- Quatrième Conférence mondiale sur les femmes—Cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, 1994

Pendant l'atelier, les chercheurs ont recensé diverses méthodes de recherche,

quantitatives et qualitatives, à appliquer conjointement, notamment des enquêtes, des entretiens et des études de cas et décidé qu'il serait fait un large usage de la documentation primaire et secondaire. Ils ont formulé les questions suivantes, qui guident actuellement les recherches au niveau national:

1. Quelles répercussions la tenue du sommet ou du PrepCom dans le pays ont-elles eu sur le traitement de la question dans le contexte national?
2. Quelles répercussions la tenue du sommet ou du PrepCom dans le pays ont-elles eu sur la structure des relations dans la société civile?
 - Qui y participe/n'y participe pas et pourquoi?
 - De nouveaux réseaux/alliances se sont-ils formés?
 - Les formes d'association ont-elles changé?
 - Quelle a été l'influence des donateurs?
 - Les actions entreprises par la société civile ont-elles changé?
3. Quelles répercussions la tenue du sommet ou du PrepCom dans le pays ont-elles eu sur les relations...
 - de la société civile avec l'appareil de l'Etat/des partis?
 - entre les organisations/acteurs de la société civile eux-mêmes?
 - de la société civile avec le public?
 - entre la société civile nationale et la société civile mondiale?
4. Quelles ont été les répercussions sur l'espace politique national?

Les recherches se dérouleront jusqu'en décembre 2004. Ce projet est financé par la Fondation Ford et le budget de l'UNRISD.

Composition ethnique, inégalité et gouvernance du secteur public

Ce projet de l'UNRISD, qui a commencé en janvier 2002 et touche maintenant à sa fin, étudie l'influence complexe des clivages et des inégalités ethniques sur les institutions du secteur public. Il porte sur les questions de représentation et de cohésion qui se posent dans la constitution et la gestion du secteur public dans des sociétés multiethniques dotées de gouvernements démocratiques.

Les recherches sont organisées autour d'une typologie qui classe les pays selon leur niveau de polarisation ethnique. Cette typologie distingue cinq types de structure ethnique: premièrement, les sociétés dans lesquelles une ethnie jouit d'une écrasante majorité (on les appelle *unipolaires*); deuxièmement, celles qui ne sont composées que de deux groupes ou dans lesquelles deux communautés approximativement égales prédominent dans un contexte multiethnique (*bipolaires*); troisièmement, celles dans lesquelles il n'y a que trois groupes, ou trois grands groupes dans un contexte multiethnique (*tripolaires*). Les quatrième et cinquième types s'appliquent aux cas où la composition ethnique est fragmentée: ce sont les pays multipolaires, de structure dispersée, lorsque la fragmentation, très marquée ou concentrée, donne à quelques grands groupes la possibilité de s'organiser en coalitions sélectives et donc d'influer sur leur représentation dans le secteur public.

Seize pays ont été étudiés: la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, l'Espagne, les Fidji, le Ghana, l'Inde, le Kenya, la Lettonie, la Lituanie, la Malaisie, le Nigéria, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Suisse, la Tanzanie et Trinité-et-Tobago. Les chercheurs du projet ont recueilli des données sur les clivages et inégalités ethniques dans quatre institutions publiques: la

fonction publique, le gouvernement, le parlement et le système des partis. Ils ont analysé la répartition des postes entre les ethnies pour savoir si elle était équilibrée ou inégale, le regard porté sur cette répartition et les règles qui la régissent et ont étudié le rôle des préférences des votants dans la composition de ces institutions. Ils se sont aussi interrogés sur l'aptitude de celles-ci à gérer la diversité et l'inégalité. Les institutions étudiées vont des règles électorales aux dispositions prises pour assurer le partage du pouvoir, en passant par la décentralisation et la protection des droits des minorités. Les politiques de redistribution et les règles destinées à corriger toute disproportion ont été, elles aussi, analysées.

Une conférence internationale se tiendra à Riga du 25 au 27 mars 2004, sous l'égide du bureau letton du Programme des Nations Unies pour le développement et du Ministère letton de l'intégration, pour discuter des résultats des recherches et de leurs incidences sur les politiques. Parmi les résultats figurent la nature imprécise des liens entre la composition ethnique et l'inégalité, en raison des facteurs et des règles multiples qui déterminent la sélection à l'entrée des institutions publiques. Les règles électorales, les systèmes de parti et les préférences des votants influent fortement sur la composition des gouvernements et des parlements. La "représentation" dans l'administration, en revanche, est déterminée dans une large mesure par des facteurs étrangers aux élections tels que les lois sur la nationalité, qui peuvent avoir un fondement ethnique, les politiques coloniales, qui ont favorisé un groupe au détriment des autres, les règles qui donnent la préférence aux autochtones ou "fils du sol", les règles fondées sur le mérite, qui produisent des résultats inégaux, les régimes clientélistes, qui

faussent le processus de recrutement, et les politiques attentives aux clivages, qui cherchent à corriger des handicaps historiques ou à garantir l'équilibre.

Les études portent à croire que la composition ethnique ne détermine pas forcément le comportement politique. La polarisation n'est pas l'apanage des contextes bipolaires ou tripolaires. Elle peut également se produire dans des sociétés multiethniques fragmentées où les communautés sont de force inégale ou lorsque des clivages dus à des facteurs autres qu'ethniques—à la race, à la religion ou à la géographie, par exemple—divisent la société en deux ou trois groupes.

Lorsque les communautés sont morcelées, elles ont de meilleures chances de coopérer entre ethnies que lorsque les préférences sont homogènes à l'intérieur d'une même ethnie, indépendamment de la structure ethnique. Cependant, on trouvera plus aisément une fragmentation propice à une coopération interethnique dans des contextes unipolaires et multipolaires que dans des pays bipolaires et tripolaires. Ces derniers ont souvent besoin d'institutions attentives aux problèmes ethniques, qui incitent à la coopération et évitent les conflits. Ce genre d'*institutions* n'est pas forcément nécessaire dans des contextes unipolaires et multipolaires fragmentés. Toutefois, des *mesures* de redistribution ou des *politiques* attentives aux problèmes ethniques ont leur importance dans toutes les sociétés multiethniques, quelle que soit leur composition ethnique.

Ce projet est financé non seulement par le budget de l'UNRISD, mais aussi par la Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) et la Fondation Ford.

Nouvelles recherches de l'UNRISD sur la commercialisation, la privatisation et l'accès universel à l'eau

On estime que plus d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable, bien que ce soit un besoin fondamental de l'être humain. L'un des Objectifs de développement du Millénaire des Nations Unies est de réduire ce nombre de moitié.

L'inaccessibilité de l'eau résulte plus souvent de facteurs socio-politiques et d'institutions qui en gênent l'approvisionnement que de la rareté des ressources en eau. Jusqu'à la fin des années 80, l'approvisionnement en eau, dans la grande majorité des pays en développement, était confié à des sociétés publiques. Mais celles-ci n'ont pas investi dans l'équipement les capitaux requis pour desservir en eau toute la population, et les régions, quartiers et populations pauvres ont été souvent négligés. Même les régions qui étaient rattachées aux réserves publiques d'eau souffraient d'un service peu fiable, signe que l'entretien était lui aussi insuffisant.

Au début des années 90, des réformes tendant à commercialiser les services liés à l'eau—autrement dit, à appliquer les principes de recouvrement des coûts et de maximisation des profits—et à introduire une participation du secteur privé ont été proposées comme moyen d'augmenter les investissements destinés aux réseaux d'alimentation en eau, d'améliorer l'accès à l'eau de toutes les couches de la population et de réduire la part de financement des services publics incombant à l'État. Dans le secteur de l'eau, l'un des moyens les plus courants d'associer le secteur privé consiste à lui accorder une concession, système qui permet à l'État de rester propriétaire du réseau tout en cédant à une société privée le droit de l'exploiter.

Mais la commercialisation et la privatisation des services d'eau sont

controversées. D'une part, de larges segments de la société s'y opposent vigoureusement, refusant que l'eau soit traitée comme une simple marchandise plutôt que comme un droit de la personne. D'autre part, les hausses des tarifs qu'entraînent les réformes sont impopulaires, comme on pouvait s'y attendre, et les consommateurs ont exprimé leurs préoccupations, violemment parfois, ce qui a souvent provoqué l'arrêt des réformes. De plus, ces hausses sont généralement régressives et frappent les pauvres plus que d'autres couches de la société.

Après une expérience de près de dix ans, la commercialisation des services et la participation du secteur privé aux systèmes d'approvisionnement en eau donnent des résultats décevants un peu partout dans le monde. Au cours des derniers mois par exemple, la Suez Lyonnaise des Eaux a déclaré qu'elle renonçait à la concession des Aguas Argentinas qui alimentent toute la région du grand Buenos Aires (Argentine), et le consortium Mayniland, qui desservait la moitié de la population de Manille (Philippines), a cessé son activité. A Pune (Inde), un projet d'équipement urbain a été annulé pendant la procédure de soumissions d'offres parce que le projet perdait ses appuis politiques. Et il y eut des cas, à Cochabamba (Bolivie) et dans le Tucuman (Argentine), par exemple, où le processus de privatisation a été arrêté à cause du mécontentement des usagers et de l'agitation sociale. Ces exemples d'opposition de la part de la population et de renoncement de sociétés multinationales à des concessions dans des pays en développement remettent en question la viabilité d'un modèle fondé sur la commercialisation des services et la privatisation. Autrement dit, bien qu'elles soient cruellement nécessaires, les réformes entreprises dans le secteur

de l'eau n'ont pas encore les effets désirés, ceux d'assurer un accès universel et équitable aux services.

Un nouveau projet de l'UNRISD a pour objet d'étudier tout un éventail d'expériences touchant à la prestation des services d'approvisionnement en eau, en s'intéressant surtout à celles dans lesquelles le secteur privé est activement impliqué. Il éclairera certains des vrais obstacles qui empêchent le gouvernement et le secteur privé d'alimenter les pauvres en eau potable, ainsi que le rôle joué par la réglementation et les organes de contrôle dans le secteur de l'eau. Le projet a deux objectifs majeurs: élucider la nature du compromis entre rentabilité et équité, qui affecte manifestement la prestation des services d'approvisionnement en eau dans les pays en développement, et identifier les obstacles institutionnels à un accès universel à l'eau.

Huit études de cas—en Afrique du Sud, en Argentine, en Bolivie, au Chili, en Finlande, en Inde, aux Philippines et au Sénégal—ont été commandées. Elles sont destinées à illustrer la diversité des expériences de réforme faites dans le secteur de l'eau. Elles analyseront sous l'angle de la nouvelle économie institutionnelle, de l'économie politique et de l'écologie politique les relations structurelles et les rapports de force qui président à l'apparition et à l'évolution des institutions affectant l'accès à l'eau, ainsi que les résultats des réformes engagées dans le secteur de l'eau dans les pays étudiés.

Ce projet est financé par le budget de l'UNRISD.

Genre et développement 10 ans après Beijing—Rapport de l'UNRISD

En juin 2000, à la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à Beijing+5, les gouvernements ont accepté à l'unanimité d'évaluer en 2005 la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing. Bien qu'il ne soit pas prévu de conférence mondiale dans ce but, la Commission de la condition de la femme de l'ONU étudiera les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action pendant sa quarante-neuvième session, qui se tiendra en mars 2005 à New York.

Pour créer des conditions favorables à la réalisation des droits de la femme dans le sens indiqué dans le Programme d'action, il faut des réformes politiques à la fois profondes et soutenues et comprendre aussi les forces et les facteurs qui empêchent de corriger la discrimination par une action positive. L'UNRISD prépare actuellement un rapport sur le genre et le développement qui s'appuie sur ses recherches et dont le lancement doit coïncider avec la tenue de la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme. Ce rapport éclairera certains des principaux enjeux politiques relevés dans le Programme d'action et apportera un complément utile à l'examen et à l'évaluation officiels de la mise en œuvre auxquels se livre la Division de la promotion de la femme de l'ONU pour la Commission de la condition de la femme.

Le rapport de l'UNRISD traitera des quatre grands domaines indiqués ci-dessous.

1. Le changement constaté dans l'économie politique du développement

Le rapport dressera le bilan des connaissances acquises sur les conséquences de diverses politiques économiques

et mesures spécifiques sur les femmes et en tirera les conclusions qui s'imposent en matière de politiques. Il retracera, en les expliquant, les changements de fond subis par la politique de développement qui, de type keynésien pour commencer, a été ensuite axée sur l'ajustement structurel pour enfin épouser un néo-libéralisme effréné, et évaluera, sous l'angle sexospécifique, les résultats de ces changements de politiques et de stratégies de développement.

2. Moyens d'existence, droits et politique sociale

Le rapport analysera comment et pourquoi la libéralisation s'est imposée dans différentes régions et en quoi ses divers éléments ont évolué depuis le début des années 80. Pour fournir une analyse fondée des répercussions, différentes selon le sexe, des politiques de libéralisation sur le bien-être et la sécurité, il se penchera sur l'évolution des marchés du travail ainsi que sur l'accès des hommes et des femmes aux biens essentiels, aux services sociaux (en particulier ceux de la santé, de l'éducation et des soins), aux transferts de l'Etat (retraites et allocations familiales) et aux fonds envoyés par les émigrés.

3. Gouvernance, démocratisation et société civile

La présence politique des femmes, à titre individuel et comme groupe social, est plus visible à la fois dans les institutions politiques officielles et dans la société civile: c'est là l'une des caractéristiques distinctes et positives des deux dernières décennies. Le rapport examinera quelques-unes des questions complexes liées à la mobilisation politique des femmes (et à leur capacité à politiser les questions qui les intéressent), à leur représentation dans les institutions politiques et à leur aptitude à obliger les décideurs, aux différents niveaux, à

mieux répondre à leurs demandes et à leur rendre des comptes.

4. Conflits armés, violence et changement social

Une réflexion sera menée, sous l'angle sexospécifique, sur les questions de violence et d'insécurité dans un contexte de militarisme et de guerre. Les auteurs du rapport se demanderont en particulier dans quelle mesure les femmes ont pu définir et défendre leurs intérêts après un conflit, lors de la reconstruction, de la réforme de la gouvernance et de la justice et comment les défenseurs des droits des femmes et leurs alliés, en faisant état des violations des droits des femmes commises pendant les conflits armés, ont pu amener des changements au niveau du droit et des institutions internationaux.

Publications et autres productions

Près de 70 documents d'information sont commandés pour le rapport. Tous seront disponibles sur le site Internet de l'UNRISD (www.unrisd.org) et certains seront publiés dans la série des documents spéciaux de l'UNRISD entre juillet 2004 et début 2005.

La version anglaise du rapport sera lancée en mars 2005 à New York; d'autres versions suivront ultérieurement. Toutes les versions seront diffusées largement par voie électronique, publiées par des maisons d'édition et distribuées à l'occasion des conférences internationales et régionales prévues pour 2005 et 2006.

Cette activité est financée par l'Union européenne, le Gouvernement suédois (Sida/SAREC), le Gouvernement néerlandais et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). L'Institut remercie de son apport intellectuel le groupe consultatif de neuf personnes chargé de veiller à la qualité de ce travail.

L'UNRISD entreprend de nouvelles recherches sur le VIH/sida

Des millions de personnes dans le monde voient leur vie et leurs moyens d'existence ruinés par le VIH/sida. En 2000, près de 58 millions de personnes avaient été infectées et 22 millions étaient mortes du sida. Chaque jour, plus de 15 000 personnes sont contaminées par le VIH. Après plus d'une décennie de transmission insidieuse du virus, l'épidémie qui sévissait dans de nombreuses régions du monde s'est transformée en pandémie, accompagnée de niveaux élevés de morbidité et de mortalité. La lutte contre la maladie a été axée avant tout sur la recherche de solutions biomédicales et comportementales, qui sont d'une importance vitale. Toutefois, les causes profondes, socio-économiques et politiques, de la pandémie suscitent une inquiétude grandissante.

De toute évidence, c'est là où la pauvreté est étendue, l'inégalité entre hommes et femmes omniprésente et les services publics peu performants que la maladie frappe le plus. Le fait que le VIH/sida continue à se propager au début du XXI^{ème} siècle est en réalité un signe de maldéveloppement, un indice de l'incapacité de construire, au niveau national et international, des sociétés plus équitables, où la prospérité soit accessible à tous.

L'UNRISD s'est livré à des recherches préliminaires sur le VIH/sida et le développement en 2000–2002 et, fin 2003, a lancé deux nouveaux projets pour approfondir les aspects suivants.

Projet sur les aspects politiques et l'économie politique du VIH/sida

Les réactions à la pandémie du VIH/sida dépendent de nombreux facteurs sociaux, économiques et politiques; parmi eux, les structures de l'économie politique nationale et internationale tiennent une place importante. Divers décideurs et parties concernées éva-

luent ce qu'ils ont à gagner ou à perdre en se prononçant sur les questions du VIH/sida et en entreprenant tel ou tel type d'action. Ces considérations et décisions politiques sont restées dans une large mesure occultées dans les analyses de la pandémie, bien que beaucoup aient une incidence à long terme sur l'action menée contre le VIH/sida et sur son efficacité.

Le fait que le VIH/sida continue à se propager au début du XXI^{ème} siècle est en réalité un signe de maldéveloppement, un indice de l'incapacité de construire, au niveau national et international, des sociétés plus équitables, où la prospérité soit accessible à tous.

Dans le nouveau projet de l'UNRISD sur les aspects politiques et l'économie politique du VIH/sida, il ne s'agira plus simplement d'analyser le cas de pays qui obtiennent de bons résultats dans la prévention du VIH/sida mais de mieux comprendre les diverses forces—politiques, religieuses, bureaucratiques, entreprises, sensibilisation du public—qui se conjuguent pour influencer la prévention et le traitement du VIH/sida, les soins et l'assistance apportés aux malades et les décisions et initiatives prises pour atténuer la gravité de la situation. Des études de cas sont commandées au Brésil, en Inde, au Mozambique, en Namibie, en Ouganda et au Zimbabwe.

Projet sur les initiatives communautaires face au VIH/sida

C'est le manque de données empiriques dont on dispose sur les initiatives prises

par l'individu, le ménage, la famille et le groupe social face au VIH et au sida qui a décidé l'UNRISD à lancer ce nouveau projet. La persistance de la pandémie et son incidence de plus en plus forte sur des populations impuissantes et économiquement marginalisées sont le signe qu'il faut revoir d'un œil critique les politiques et pratiques relatives au VIH/sida.

Le projet s'intéresse à la manière dont les groupes sociaux affrontent les "environnements à risque", en particulier là où le taux d'infection par le VIH ne cesse d'augmenter, et à la façon dont la population s'organise pour venir en aide aux ménages et familles frappés par le sida. Ces deux pôles d'intérêt ont pour but de faire mieux comprendre non seulement les processus, institutions et facteurs qui poussent ménages et familles à se regrouper en réseaux de soutien, mais aussi l'influence de ces réseaux sur la mobilisation des ressources et des services visant les ménages et familles vulnérables, le rôle joué par la société civile et l'Etat dans ces processus et l'impact de ces pratiques sur la vulnérabilité au VIH et au sida, en particulier celle des groupes sociaux et économiques les plus démunis.

Les deux projets de recherche, dont la réalisation doit s'étendre sur toute l'année 2004, sont financés par le Ministre royal des affaires étrangères de Norvège et le budget de l'UNRISD.

Solon Barraclough, 1922–2002

Solon Barraclough, Directeur de l'UNRISD de mai 1977 à janvier 1984, est décédé le 19 décembre 2002. La formation universitaire de Solon, son travail concret sur le terrain, ses séjours à travers le monde et l'étendue de sa culture interdisciplinaire faisaient de lui un responsable et un membre particulièrement érudit d'un institut comme l'UNRISD.

Pendant les années 60 et le début des années 70, alors qu'il dirigeait à la fois les études de la Commission interaméricaine du développement agricole (CIDA) sur l'occupation des sols et le développement rural et l'Institut de formation à la recherche sur la réforme agraire (ICIRA) à Santiago, Chili, il a réuni des équipes internationales de chercheurs pour produire certaines des études les plus pénétrantes et intéressantes qui soient sur l'occupation des sols et les questions connexes en Amérique latine.

Les travaux de Solon sur les questions du régime foncier et de l'évolution rurale ont joué un rôle crucial dans les politiques et les mouvements de réforme agraire qu'a connus l'Amérique latine dans les années 60 et au début des années 70, et de nouveau l'Amérique centrale dans les années 80. Ils ont aussi préparé le terrain au travail de pionnier que l'UNRISD a entrepris par la suite sur les perspectives et les conséquences de ce que l'on appelait alors la Révolution verte, sur le potentiel et les limites de la "participation populaire", l'insécurité alimentaire dans les pays en développement et les dimensions sociales des changements environnementaux.

Solon avait une grande intelligence pour de nombreuses disciplines et a été un écrivain prolifique sur les questions du développement. L'analyse à laquelle il se livre dans ses ouvrages, notamment *An End to Hunger?* (Zed Books, 1991),

Forests and Livelihoods (Macmillan, 1995) et *The Quest for Sustainable Development* (UNRISD, à paraître), est le résultat d'éclairages divers.

Il était avant tout un critique à l'esprit acéré, qui dénonçait inlassablement les maux du monde et la médiocrité des analyses. Economiste formé dans la tradition de collègues comme John Kenneth Galbraith, il avait une saine méfiance à l'égard de beaucoup de ce qui passe pour brillant en économie. Bien qu'excellent mathématicien, il préférait par exemple un exposé écrit clair à une démonstration qui aurait dépendu d'annotations mathématiques; et il pouvait être cinglant lorsqu'il critiquait les modèles construits par des chercheurs n'ayant visiblement qu'une connaissance limitée du domaine dans lequel ils travaillaient. De plus, ayant longtemps fréquenté le monde réel des statistiques, il avait de la peine à accepter la validité de nombreuses études savantes fondées sans grand esprit critique sur "les données disponibles", dont il savait qu'elles avaient de fortes chances d'être de qualité extrêmement douteuse.

Solon était un grand sociologue. Il comprenait et aimait les multiples complexités de la condition humaine. Lorsqu'il cherchait les moyens d'améliorer le niveau de vie et la qualité de vie des gens, il essayait toujours de comprendre le mode d'organisation de la société en question, de percer la configuration des rapports sociaux et des institutions qui déterminent les options du présent et pèsent sur celles de l'avenir. Dans ce sens, comme tout bon sociologue, anthropologue et politologue travaillant dans les études de développement, il a pratiqué "l'économie institutionnelle" bien avant que les économistes ne découvrent ce domaine.

Solon était philosophe et historien. Ainsi, comme les premiers économistes politiques, il essayait de comprendre la

tendance générale du progrès humain. Il a pu ainsi, mieux que tout autre, échapper à l'emprise de toute idéologie. Peut-être parce qu'il analysait avec tant de prudence chaque interprétation de l'histoire et connaissait bien l'histoire du monde, il tolérait mal les explications trop simples. C'était un "structuraliste", qui comprenait les rouages du capitalisme mondial, mais il laissait toujours place dans son analyse à l'imprévu et au libre-arbitre, lorsque l'évolution dépendait de la façon de s'organiser et de la volonté de changement des gens.

Solon était un homme aux multiples facettes. C'était un homme attaché à la famille, marié pendant de longues années à Fran, avec qui il a adopté quatre enfants au Chili, et plus tard, à Isabel, qui lui a donné deux fils. C'était aussi un agriculteur et un sylviculteur, qui s'occupait de sa petite propriété en France, où il vivait. C'était aussi un militant profondément et personnellement soucieux des perspectives de l'humanité, qui estimait qu'il avait le privilège et le devoir de travailler pour un avenir meilleur. Il ne craignait jamais de dire la vérité, de critiquer l'injustice et de proposer des solutions radicales, ce qui l'a souvent mis en délicatesse avec les élites et les puissants. Il a été expulsé du "sud profond" des Etats-Unis dans les années 50 après avoir tenté d'améliorer les conditions de travail des ouvriers noirs dans les plantations. Au Liban, vers la fin des années 50, il a été contraint d'abandonner ses recherches et son enseignement à l'université lorsque les données de son enquête ont commencé à contredire les statistiques officielles du gouvernement. Dans les années 70, il a dû transférer son programme d'assistance technique au Mexique vers un autre ministère lorsqu'il a commencé à dénoncer la corruption et, bien sûr, il a été forcé de quitter le Chili au moment du coup d'Etat de Pinochet.

Solon, avec son inlassable quête de savoir et d'information, son adhésion aux mouvements sociaux progressistes et ses conversations stimulantes, manque à ses amis et à ses collègues du monde entier. Beaucoup se souviennent de lui pour la ferveur avec laquelle il affirmait que, sans l'appui des forces sociales, les propositions de changement politique, si raisonnables fussent-elles, n'avaient guère de chances de faire leur chemin.

On trouvera d'autres hommages à la vie et à l'œuvre de Solon Barraclough sur le site www.unrisd.org.

Salma Sobhan

C'est avec un profond regret que l'UNRISD a appris le décès de Salma Sobhan à Dhaka, Bangladesh, en décembre 2003. Mme Sobhan avait été nommée en juillet 2003 au Conseil d'administration de l'UNRISD pour un mandat de quatre ans. Elle était membre fondatrice d'Ain O Salish Kendra, centre de documentation juridique qui apporte à Dhaka aide et conseils aux sans-pouvoir, en particulier aux femmes et aux enfants qui travaillent.

Le Sommet mondial sur la société de l'information, échec et succès

suite de la page 24

gouvernements pris au piège de la rhétorique de la guerre froide. Mais les préoccupations soulevées par ces tentatives malheureuses n'ont pas disparu. Au cours des deux décennies qui ont suivi, beaucoup d'acteurs de la société civile se sont inquiétés de la concentration des médias et de leur orientation sur le profit, de l'allongement progressif de la durée du droit d'auteur et des lois pénales particulièrement musclées adoptées pour le faire respecter, de la transformation de la création du savoir en une marchandise commerciale et de bien d'autres questions.

Beaucoup d'ONG sont arrivées au Sommet en décembre 2003 avec ces préoccupations et ont fait valoir qu'il était impossible de débattre vraiment d'une société de l'information sans se demander en quelles mains se trouvait l'information, qui en contrôlait la production et la diffusion et quels intérêts cette information servait en définitive. La société civile a exigé que ces questions soient, elles aussi, mises sur la table. Lorsqu'elles se sont heurtées à un refus, elles ont produit leur propre déclaration, dans laquelle elles esquissent une autre vision d'une société de l'information, qui fait vraiment passer la personne en premier et tient pour inséparables l'information et la communication, et indiquent divers moyens d'atteindre ces objectifs.²

Il faut bien dire que les gouvernements puissants et l'UIT n'ont jamais eu l'intention de répondre à des préoccupations aussi vastes, si sincères soient-elles. Les changements les plus importants apportés à l'accès à la connaissance, à la diversité du secteur de l'audiovisuel ou à la créativité culturelle, par exemple, figurent souvent en petits caractères dans les accords de OMC, dans les conditions fixées par la Banque mondiale et le FMI, se dissimulent dans le langage abscond de OMPI ou résultent des interminables réunions techniques de l'UIT. Il n'existe pas de lieu où toutes les parties concernées puissent débattre ouvertement de ces questions, examiner à fond les conséquences, associer la société tout entière aux décisions qui affecteront profondément l'avenir de chacun. La société civile n'avait pas d'autre choix que de porter ces questions à l'attention du SMSI, et de nombreux gouvernements l'ont bien compris.

L'entrée au Sommet par la petite porte soulève la question du lieu où ce débat important pourrait maintenant reprendre. Il y a peu de chances que la seconde phase du Sommet offre l'occasion de revenir sur les grandes questions. Mais peut-être l'élan imprimé lors du SMSI peut-il se communiquer, d'une part, à la société civile pour lui faire approfondir sa réflexion au travers, par exemple, du Forum social mondial et, d'autre part,

aux diverses instances de la gouvernance transnationale. La convention proposée par l'UNESCO sur la diversité culturelle, notamment, peut être une plateforme utile et permettre de collaborer avec des gouvernements de même sensibilité, tandis que les négociations en cours à l'OMC sur les secteurs de l'audiovisuel pourraient être l'occasion d'élaborer des solutions de rechange à l'approche du marché.

A moyen terme, les progrès dépendront dans une large mesure de l'aptitude de la société civile et d'autres acteurs à inventer des modèles crédibles et réalistes susceptibles de remplacer les paradigmes actuels sur la construction d'une société de l'information et de la communication.

¹ Union internationale des télécommunications (UIT), *Rapport sur le développement des télécommunications dans le monde 2002: Réinventer les télécommunications*, UIT, Genève, 2002.

² www.geneva2003.org/wsis/index_c01_1_02.htm.

Seán Ó Siochrá est écrivain, militant et consultant spécialisé dans les médias et la communication et porte-parole de CRIS (Communication Rights in the Information Society; voir www.crisinfo.org).

Une version étoffée de cet article est à paraître, sous le titre provisoire de "Will the real WSIS please stand up? The historic encounter of the 'information society' and the 'communication society'", in *Gazette: The International Journal for Communication Studies*, Vol. 66, Nos. 3/4, juin/juillet 2004.

L'UNRISD dans le cyberspace

Six publications de l'UNRISD ont été retenues pour figurer sur le GRC Exchange, nouveau site Internet hébergé par le Governance Resource Centre (GRC) du Département du développement international (DFID) du Royaume-Uni et compilé par d'éminents experts internationaux. Le GRC Exchange offre un lieu d'échange d'idées sur la gouvernance. www.grc-exchange.org/about/index.html

Forced Migration Online, site Internet très complet qui donne accès à des informations et documents divers sur les migrations forcées, comprend maintenant 14 publications de l'UNRISD sur les réfugiés, les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays. www.forcedmigration.org

L'UNRISD dans les médias

Dans un article intitulé "Who controls global media?", l'hebdomadaire *West Africa* (No. 4352, 18–24 novembre 2002) fondé en 1917, commente longuement *Global Media Governance: A Beginner's Guide*, publié sous la direction de Seán Ó Sióchrú et Bruce Girard avec l'aide d'Amy Mahan. Le livre a été édité en 2002 par l'UNRISD et Rowman and Littlefield Publishers, Inc. www.rowmanlittlefield.com

The Black Scholar (Vol. 32, Nos. 3–4, automne/hiver 2002) a réimprimé la version anglaise du compte rendu de la Conférence de

l'UNRISD sur le thème *Racisme et politique publique* (Rapport de la conférence internationale de l'UNRISD, Durban, Afrique du Sud, 3–5 septembre 2001).

Sous le titre "L'enseignement à distance: Les avantages et les inconvénients", la *Chronique des Nations Unies* (No. 4, 2003) comporte un article qui s'inspire de *The Riddle of Distance Education: Promise, Problems and Applications for Development* de Judith Adler-Hellman (PP TBS 9).

L'UNRISD en traduction

Les Publications Sage ont sorti une version japonaise du livre de Gøsta Esping-Andersen, *Welfare States in Transition: National Adaptations in Global Economies*, publié pour la première fois en anglais par l'UNRISD et Sage en 1996.

L'UNRISD et la formation

L'UNRISD est heureux d'accéder aux demandes des établissements de formation qui souhaitent utiliser ses publications en polycopiés, cédéroms et sous d'autres formes. Il encourage les universités qui se sont servies de ses publications dans leurs cours à le lui faire savoir pour l'aider à mesurer le retentissement de son travail et à tenir ses statistiques à jour.

Ainsi récemment des autorisations ont été accordées à l'Université

de Victoria et à l'Université de Windsor au Canada, à l'Université de Lille en France, à l'Institut des études sociales aux Pays-Bas, à l'Université d'Oslo en Norvège, à l'Université des Philippines, à l'Université de Pretoria en Afrique du Sud, à l'Université de Genève en Suisse, à l'Institut national des études stratégiques en Ukraine, à l'Université d'Oxford, à l'École des études orientales et africaines et à l'Université du Sussex au Royaume-Uni et, aux États-Unis, aux Universités de New York, de Princeton, de l'État du Tennessee, de Tufts, de Californie à San Francisco, de Cincinnati et du Nebraska à Omaha.

Le personnel de l'UNRISD élargit son audience

Yusuf Bangura

— a écrit "The political and cultural dynamics of the Sierra Leone war", in Ibrahim Abdullah (éd.), *Between Democracy and Terror: The Sierra Leone Civil War*, Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en Afrique (CODESRIA), 2004.

— a animé une table ronde sur le thème "Frontières dans l'étude des enjeux politiques du développement", lors d'une conférence organisée par le *Politics of Development Group*, Département des sciences politiques, Université de Stockholm, Suède.

Nicolas Bovay

— a représenté l'UNRISD au Forum social mondial de Mumbai, Inde, en janvier 2004.

K.B. Chimire

— a fait office d'expert pour le cycle d'études Mondialisation, régulation sociale et développement durable à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, Suisse.

— est membre du conseil consultatif international de *The Geographical Journal*.

Huck-ju Kwon

— a donné un cours sur "La transformation de l'Etat providence en Asie orientale" aux étudiants du Département de l'administration et de la politique publique de l'Université chinoise de Hong Kong.

— est rédacteur régional (Asie orientale) de la revue *Global Social Policy*.

Thandika Mkandawire

— a écrit "Institutions and development in Africa" et l'a présenté à la conférence organisée par le *Cambridge Journal of Economics* à Cambridge (Royaume-Uni) sur le thème "Une économie pour l'avenir".

— a écrit "The political economy of the postcolonial, developmental state", in Simon Bromley et al. (éds.), *Making the International: Economic Interdependence and Political Order*, Pluto Press, Londres, 2004.

Shahra Razavi

— a été invitée à être la rédactrice en chef d'un numéro spécial du *Journal of Agrarian Change*, consacré à la réforme agraire, aux femmes et aux droits fonciers (Vol. 3, Nos. 1 and 2, janvier-avril 2003).

— a rédigé un document d'information intitulé "Women's

changing roles in the context of reform and globalization", pour le *Rapport mondial de suivi sur l'Education pour tous 2003/4* de l'UNESCO.

Cecilia Ugaz

— a écrit "Approaches to service delivery: Privatization, decentralization and equity" et a présenté son étude à un séminaire organisé par la Fondation Ford à Santiago, Chili, consacré à la prestation de services décentralisés et aux conceptions nouvelles en la matière.

— a prononcé l'un des discours liminaires à la Réunion d'experts sur l'investissement étranger direct (IED) et le développement, organisée par la CNUCED à Genève, Suisse. Ce discours a porté sur la difficulté de réglementer lorsque la privatisation des services d'équipement s'opère avec un investissement étranger direct.

Peter Utting

— a écrit "Le Pacte mondial: Pourquoi tant de bruit?", dans la *Chronique ONU* (No. 1, 2003).

— a écrit "Corporate responsibility and labour issues in China: Reflections on a Beijing conference", paru dans *The Journal of Corporate Citizenship* (No. 10, été 2003).



L'UNRISD est une institution autonome qui entreprend des recherches multi-disciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable de bien comprendre le contexte social et politique pour définir des politiques efficaces de développement. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

L'UNRISD remercie les principaux donateurs à son budget général—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

UNRISD
Palais des Nations
1211 Genève 10, Suisse
info@unrisd.org; www.unrisd.org

Editrice: Jenifer Freedman
Editrice adjointe: Suroor Alikhan
Traduction de l'anglais:
Martine Cullot
Correction d'épreuves:
Véronique Martinez
Rédactrice de production:
Pamela Smaridge

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles du/des auteur(s). Leur publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.



Imprimé sur papier recyclé.

Le Sommet mondial sur la société de l'information, échec et succès

Seán Ó Siochrú

Au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), qui s'est tenu en décembre 2003, les négociations ont produit des résultats contrastés. Du côté négatif, une alliance de convenance entre gouvernements puissants a bloqué l'action entreprise pour mettre un terme à l'érosion des droits civils et des droits de l'homme dans l'espace électronique; les Etats-Unis ont coupé l'élan en faveur de logiciels gratuits, librement accessibles, qui auraient répondu aux besoins de développement, et c'est à peine si les démarches communautaires dans l'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) et l'utilisation de ces technologies ont été mentionnées. Mais dans d'autres domaines, les résultats pourraient à terme se révéler assez positifs: s'agissant des connexions du Sud à l'Internet, l'invitation à réacheminer de gros volumes de transmissions par la voie interne plutôt que par les Etats-Unis, l'idée d'archives ouvertes pour la recherche scientifique et le développement de stratégies régionales pour la société de l'information.

Les gouvernements des pays riches n'ont pas répondu massivement à la motivation première du sommet—la peur que la “fracture numérique” ne creuse encore le fossé dans les domaines de l'éducation, des revenus et de la santé au lieu de le combler. Aucun nouveau mécanisme n'a été conçu pour atténuer ces différences et, si la décision sur le Fonds de solidarité numérique réclamé par les pays pauvres a été reportée, ce n'a été que pour empêcher l'effondrement du sommet. Une explication plus satisfaisante vient à l'esprit lorsqu'on envisage le sommet dans son contexte historique, à l'intersection de deux débats mondiaux, l'un sur la “société de l'information” et l'autre sur la “société de la communication”. Le sommet a assisté à l'agonie de l'une, mais l'autre est porteuse d'espoir pour l'avenir.

Le débat “officiel” sur la société de l'information remonte au début des années 70. Des professeurs d'université ont alors démontré que les travailleurs de l'information étaient désormais en tête des catégories de personnel dans les pays riches, qu'une infrastructure “technologique intellectuelle” faisait son apparition en même temps qu'une infrastructure industrielle et qu'un nombre croissant de biens étaient en fait des “informations en paquet”. Ces points de vue étaient antérieurs à l'explosion des TIC et, pour tirer le maximum de profit de cette évolution, on avait le choix entre plusieurs modèles stratégiques différents, des investissements menés par l'Etat aux approches marchandes. C'est intéressant pour deux raisons. Premièrement, c'est un démenti infligé aux “déterministes de la technologie”, qui prétendent que l'innovation technologique a été le moteur de ce que l'on a

appelé par la suite la société de l'information, et cela laisse entrevoir un processus plus complexe, dans lequel le rôle croissant joué par l'information a provoqué la révolution technologique. Deuxièmement et surtout, cela nous rappelle qu'on peut bâtir une société de l'information autrement qu'en laissant faire le marché et que la direction choisie marquera profondément les sociétés qui en résulteront.

Ce n'est que vers 1995 que l'ordre du jour de la société de l'information s'est réduit à ce qu'il est aujourd'hui, l'Union européenne utilisant cette expression dans le contexte de l'effort entrepris pour concurrencer les Etats-Unis et leur Infrastructure mondiale de l'information. Dans la campagne politique en faveur de la privatisation et de la libéralisation, les entreprises devaient devenir l'acteur principal et les gouvernements se contenter de créer des conditions favorables. Le SMSI a adopté cette façon de voir sans le moindre esprit critique et n'a jamais atteint ses objectifs.

En fait, ce modèle a atteint ses limites. En 2002, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a signalé que le taux de croissance des nouvelles lignes téléphoniques (qui restent essentielles pour accéder à la société de l'information) avait “plongé” pour la première fois et que, la moitié des opérateurs de télécommunication au monde étant déjà entre des mains privées, la plupart des privatisations “faciles” s'étaient déjà opérées.¹ De plus, il ne manque pas d'élément pour prouver que, la demande parmi les classes moyennes étant contenue et celle du secteur commercial dans une large mesure satisfaite, le marché est incapable à lui seul de fournir des services à la masse de la population moins aisée. Des objectifs réduits au seul profit et l'absence de politique réelle de service universel ne laissent guère de chances à la majorité des pauvres d'accéder à cette société de l'information. Mis à part le côté financier, si le Sommet n'a pas réussi à instituer le Fonds de solidarité numérique, c'est que de puissants gouvernements ont refusé de dévier du modèle prescrit, et d'envisager d'autres modèles de développement.

Cet ordre du jour de la société de l'information a été confronté à Genève à un autre, plus large.

Dans les années 70, le monde a débattu pour la première fois du rôle de la communication dans la société, thème qui englobait notamment la gestion des médias, la liberté d'expression et les droits de l'homme, l'usage du spectre et des satellites, l'éthique du journalisme, les nouvelles et la diversité culturelle. Pendant une décennie, les salles de l'UNESCO ont résonné des vaines querelles de ► *page 21*